



**HAL**  
open science

# Telegram et journalisme : l'impact de l'application sur le travail des journalistes iraniens

Behrooz Assadian

► **To cite this version:**

Behrooz Assadian. Telegram et journalisme : l'impact de l'application sur le travail des journalistes iraniens. Sciences de l'information et de la communication. 2019. dumas-02775644

**HAL Id: dumas-02775644**

**<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-02775644>**

Submitted on 4 Jun 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

## Master professionnel

Mention : Information et communication

Spécialité : Journalisme

Option : Journalisme

## Telegram et journalisme

L'impact de l'application sur le travail des journalistes iraniens

Responsable de la mention information et communication  
Professeure Karine Berthelot-Guiet

Tuteurs universitaires : Hervé Demailly & Lisa Bolz

Nom, prénom : ASSADIAN Behrooz

Promotion : 2018-2019

Soutenu le : 03/10/2019

Mention du mémoire : Très bien

## REMERCIEMENTS

Je remercie l'ensemble des personnes qui m'ont aidé à mener à bien ce projet d'étude que ce soit par leurs conseils ou leur soutien :

Les journalistes, les spécialistes en cybersécurité, les défenseurs de la liberté d'expression et d'information, et les internautes iraniens pour le temps qu'ils m'ont accordé, malgré des conditions périlleuses pour un certain nombre d'eux.

Sophie Desjardin, ma compagne, pour m'avoir apporté son regard pertinent et m'avoir encouragé tout au long du processus de recherche.

Elisa Braun, ma rapporteuse professionnelle, pour sa disponibilité, ses lectures attentives et ses précieux conseils.

Mes camarades du Celsa, pour leur amitié, leur soutien et leur encouragement.

Enfin, le corps d'enseignants et d'intervenants du Celsa pour leur patience et leur assistance.

# TELEGRAM ET JOURNALISME

Impact de l'application sur le travail des journalistes iraniens

<b>INTRODUCTION</b>	<b>4</b>
<b>INTERNET EN IRAN</b>	<b>7</b>
L'âge d'or du journalisme web	7
La question de la censure sur Internet	8
Le soulèvement de 2009	9
Le projet d'Internet National	11
<b>L'APPLICATION DE TELEGRAM</b>	<b>14</b>
Telegram et la confidentialité	15
Fonctionnalités et spécificités de Telegram	16
Telegram en Iran	17
Telegram et les élections	19
Blocage de Telegram	20
Quel est le bilan du blocage ?	23
<b>TELEGRAM ET LES MÉDIAS EN IRAN</b>	<b>27</b>
Telegram et le pluralisme	28
Chaînes Telegram des médias	31
Chaînes Telegram des journalistes	36
Telegram et le journalisme citoyen	39
Telegram et la censure	43
<b>CONCLUSION</b>	<b>46</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>48</b>
Livres et recherches universitaires	48
Rapports des organisations non gouvernementales	49
Rapports des organisations gouvernementales	49
Articles de presse	50
<b>ANNEXES</b>	<b>58</b>
<b>RÉSUMÉ</b>	<b>75</b>
<b>MOTS-CLÉS</b>	<b>76</b>



# INTRODUCTION

« Telegram est l'incarnation d'Internet pour les Iraniens » résume, dès notre premier entretien, Amir Rashidi, expert en cybersécurité pour l'ONG *Center of Human Rights of Iran*. En effet, l'application de messagerie, lancée en 2013, est aujourd'hui l'outil de communication numérique le plus prisé d'Iran avec plus de 40 millions d'utilisateurs. Des démarches administratives et commerciales aux communications publiques et privées, l'application est présente partout. Dans un pays où les rapports entre les médias et le pouvoir traduisent l'emprise totale de l'État sur tous les appareils de communication de masse, dans un pays où la censure et la répression règnent depuis des décennies, Telegram apparaît comme une aubaine pour les journalistes. Elle a modifié drastiquement l'accès à l'information et permis aux journalistes d'exercer leur profession autrement différemment, même si souvent, ils en payent le prix.

À travers des entretiens avec des journalistes, des experts en cybersécurité, des défenseurs de la liberté d'expression et d'information, ainsi que des entrepreneurs du secteur numérique et des utilisateurs lambda, ce mémoire essaie d'apporter quelques éléments de réponse à l'impact de Telegram sur le travail des journalistes iraniens. Alors que peu de gens lisent les journaux et font confiance aux médias traditionnels, alors que la censure sur Internet limite l'accès aux réseaux sociaux et aux médias basés à l'étranger, l'utilisation de Telegram comme source d'information ne cesse de croître et ce, malgré son récent blocage par l'État. Qu'a-t-elle de particulier ? Qu'est-ce qui fait de Telegram l'application la plus appréciée des Iraniens ? Qu'a-t-elle apporté aux journalistes dont leur public se limitait jusqu'alors aux journaux d'un tirage très faible ? Qu'a-t-elle apporté à ceux qui n'avaient plus le droit d'exercer leur métier, ou à ceux qui vivent en exil ?

Ce sont ces problématiques que nous allons développer tout au long de ce mémoire, en mettant à l'épreuve les hypothèses suivantes : premièrement, le succès de Telegram

serait dû à un conflit interne entre les forces politiques au sein de l'État iranien. Un conflit sur les méthodes du contrôle des médias, amplifié avec l'arrivée du gouvernement Rohani au pouvoir. Deuxièmement, Telegram aurait permis aux journalistes iraniens de mieux communiquer avec leur public en contournant la censure et ce, malgré la répression étatique. Enfin, l'État iranien, doté d'une technologie de pointe, aurait réussi à développer un système de contrôle intelligent, grâce auquel une censure implacable règne toujours dans le pays.

Cette étude est limitée par son format (un mémoire universitaire de 30 à 40 pages) et par les conditions particulières qui sont celles de mener une recherche dans un pays dont le régime politique est totalitaire<sup>1</sup>. Par conséquent, des entretiens avec les journalistes basés en Iran, ainsi qu'avec les entrepreneurs du secteur numérique et les utilisateurs lambdas, sont conditionnés à cette réalité du terrain. Elle nous oblige à une discrétion dans la formulation des questions et des réponses, gardant l'anonymat de certains, changeant le nom des autres. L'auteur, malgré tout ses efforts, n'a pu s'entretenir avec les responsables ou les journalistes des médias proches des institutions étatiques et des mouvements conservateurs. Toutes les demandes se sont heurtées à une fin de non-recevoir. Étant donné que Telegram est officiellement bannie depuis le premier mai 2018 - même si elle demeure utilisée par pratiquement tous les médias - le sujet reste très sensible. Sensible, car il témoigne d'une divergence de méthode au sein du pouvoir iranien pour contrôler l'accès à Internet : d'un côté, la mouvance dite conservatrice et de l'autre, la mouvance dite réformatrice ou modérée.

Sommairement, les conservateurs sont proches des Gardiens de la révolution et du pouvoir judiciaire - deux institutions qui sont sous l'autorité directe du Guide suprême Ali Khamenei. Ils détiennent les grandes agences de presse, la radio et télévision publique ainsi que les journaux les plus anciens du pays tels que *Kayhan* ou *Ettela'at*. Les conservateurs, considèrent Internet comme une menace, « une invasion culturelle »

---

<sup>1</sup> C. CHAFIQ, *Islam politique, sexe et genre : à la lumière de l'expérience iranienne*, Paris, Puf, 2011, pp. 103-104

(pour reprendre le terme du Guide suprême<sup>2</sup>), une arme dont la maîtrise totale leur échappe, et sur laquelle ils ne peuvent donc pas s'appuyer. Or, cette arme s'avère dangereuse, et doit être à tout prix apprivoisée. Si elle résiste, il convient alors selon cette approche de prendre les mesures radicales pour la détruire.

Les réformateurs sont représentés, à l'heure où ces lignes sont écrites, par le président iranien Hassan Rohani. N'ayant qu'une poignée de journaux peu lus et mal distribués, ces derniers voient plutôt une lueur d'espoir en Internet. Ils y voient le moyen de mieux communiquer avec leur électorat et de renforcer leur position politique, de même que redorer l'image du régime, qui viole régulièrement les libertés fondamentales, en lui donnant une apparence de pluralisme aux yeux de la communauté internationale. Néanmoins eux aussi souhaitent que Internet soit contrôlé, qu'il soit une arme mise « au service de la diffusion de la culture islamique dans l'optique du processus d'évolution de la révolution islamique. »<sup>3</sup> Autrement dit, ils prônent aussi un contrôle total, mais un contrôle intelligent qui préservera les acquis de la révolution islamique.

Cette divergence de méthode sera développée dans la première partie de l'étude, à travers laquelle nous verrons comment l'État iranien tente vaille que vaille d'étendre sa mainmise sur Internet. Les recettes de la censure et la répression, ainsi que le projet dit d'« Internet national » y seront détaillés. Dans un second temps, nous reviendrons sur l'histoire de Telegram, ses fonctionnalités et ses spécificités, son rôle facilitateur dans les interactions numériques au sein de la société iranienne et l'impact de son blocage depuis le premier mai 2018. Enfin, dans la dernière partie, nous étudierons le rôle de Telegram dans le travail des journalistes iraniens.

---

<sup>2</sup> Le discours d'Ali Khamenei, December 2013

<sup>3</sup> *Les moyens de communication de masse*, (Article I.1.4 de la constitution iranienne)





# I. INTERNET EN IRAN

Internet est probablement l'un des défis les plus complexes pour un régime politique tel que l'État iranien qui se veut à la fois islamique et républicain : une équation périlleuse entre la volonté totalitaire de contrôler les mœurs sociales selon la charia, et le besoin de donner l'apparence du pluralisme. Il constitue enfin un défi idéologique et technologique depuis deux décennies pour les pouvoirs exécutifs successifs et les instances juridiques et sécuritaires.

## A. L'âge d'or du journalisme web

L'accès à Internet se développe en Iran lorsque Mohammad Khatami accède au pouvoir en 1997. Le mouvement Réformateur qu'il incarne prône la liberté d'expression, le dialogue avec le monde et la tolérance. Rapidement de nombreux journaux ont vu le jour. Leur nombre atteint 850 en 2000, avec un tirage de plus de deux millions d'exemplaires, ce qui était sans précédent depuis les premiers mois post-révolutionnaires<sup>4</sup>. La société, dont la grande majorité a l'âge de la révolution iranienne, se politise davantage. Les syndicats étudiants et ouvriers se mobilisent de plus en plus et revendiquent le respect des droits fondamentaux.

C'est dans ce contexte que la blogosphère iranienne naît. Certains intellectuels et activistes politiques proches des réformateurs, ainsi que des membres des organisations étudiantes s'activent sur le web. Leurs écrits - pas toujours admis dans les journaux - circulent au sein de la population éduquée, étudiante et universitaire, et enrichissent le débat sociétal. Certes, l'accès à Internet est encore très limité - seulement 1,4 % de la population en 2001<sup>5</sup> - mais la vivacité des blogs et la rapidité à

---

<sup>4</sup> N. PILVAR, *La presse iranienne depuis la révolution islamique: les deux âges d'or 1978-1979 et 1997-1998*. Université Grenoble Alpes, 2015. p. 440

<sup>5</sup> Les chiffres publiés dans le dernier rapport de la Banque mondiale

laquelle la blogosphère iranienne grandit inquiète rapidement les conservateurs. Une simple allusion du Guide aux services de renseignement<sup>6</sup> aurait suffi pour que le couperet de la censure s'abatte sur leur tête : d'abord des dizaines de journaux proches des réformateurs sont fermés, puis plusieurs blogueurs arrêtés, torturés, forcés aux aveux et condamnés « pour avoir écrit des articles de propagande contre l'Etat »<sup>7</sup>. Entre 1979 et 2009, on estime qu'au moins 860 journalistes ont été arrêtés, détenus ou exécutés en Iran. Les accusations sont souvent aussi fallacieuses que la qualification d'« espionnage », et d'« insultes envers le sacré, l'islam ou le Guide suprême. »<sup>8</sup>

## B. La question de la censure sur Internet

Sommairement, la censure sur Internet durant les mandats de Khatami (1997- 2005) consistait à bloquer les sites dont les contenus étaient jugés « immoraux ». C'est-à-dire les sites pornographiques, les sites de l'opposition basée à l'étranger ainsi que ceux des médias considérés comme hostiles à l'État. Et s'il y a eu des cas d'arrestations de journalistes web ou de blogueurs, les accusations ne visaient pas directement leurs écrits, mais souvent leurs « actions contre la sécurité nationale via des activités culturelles »<sup>9</sup>. Ce fut, par exemple, le cas de Sina Motallebi, arrêté en 2003 et accusé d'avoir facilité le tournage d'un reportage pour une télévision étrangère à propos de la prostitution à Téhéran<sup>10</sup>. Ces situations ont cependant été embarrassantes pour le gouvernement réformateur, alors en pleine opération de séduction vis à vis de la communauté internationale, et l'ont obligé à chaque déplacement à l'étranger à justifier ou minimiser ces atteintes à la liberté d'expression et de la presse<sup>11</sup>.

---

<sup>6</sup> Le discours d'Ali Khamenei, Mai 2000

<sup>7</sup> « Iran: Prosecute Torturers, Not Bloggers », *Human Rights Watch*, 11 Décembre 2006

<sup>8</sup> « Quarante ans de mensonges d'Etat : RSF dévoile l'existence d'un fichier inédit de la justice iranienne », *Reporters Sans Frontières*, Février 2019

<sup>9</sup> L'expression utilisée régulièrement dans différents procès ou déclarations officielles des procureurs et des juges.

<sup>10</sup> « Iranian journalist faces manslaughter charge », *journalism.co.uk*, 9 Mai 2003

<sup>11</sup> « Iran's president defends web control », *BBC*, 12 Décembre 2003

Avec l'arrivée de l'ultra-conservateur assumé Mahmoud Ahmadinejad au pouvoir en 2005, la question de la censure sur Internet prend une autre ampleur : son gouvernement exige que tous les sites et blogs demandent une autorisation officielle auprès du ministère de la Culture et de l'Orientation islamique (comme c'était le cas pour les médias traditionnels), sous peine de voir leur accès bloqué. Il dévoile ensuite une charte de bonne conduite sur Internet<sup>12</sup>, détaillant les délits pouvant conduire au blocage des sites. C'est aussi sous son premier mandat que sont menées les études préliminaires du projet dit d'« Internet national » - nous y reviendrons dans un chapitre consacré.

C'est pourtant à l'ère d'Ahmadinejad que la communauté web d'Iran se développe le plus. Car les avancées technologiques et le boum des réseaux sociaux ont pris de vitesse le gouvernement, dont la réponse est trop lente. Le taux annuel d'utilisateurs d'Internet augmente de 48 %<sup>13</sup>, la blogosphère iranienne compte près de 60 000 blogs actifs<sup>14</sup> et 700 000 blogueurs en 2008<sup>15</sup> et l'arrivée de Facebook et Twitter renforce les liens entre la population urbaine des grandes villes du pays et la diaspora iranienne.

### C. Le soulèvement de 2009

Lors de la campagne électorale de la présidentielle de 2009, la résistance est déjà bien organisée via internet, et les émeutes à la suite de la réélection contestée d'Ahmadinejad vont marquer un tournant décisif en ce qui concerne la politique étatique de censure en Iran. Tout au long de la campagne électorale un blocage périodique mais systématique est à l'oeuvre sur le net. Tout y passe : des réseaux sociaux tels que Facebook, Twitter, Youtube (dont l'interdiction perdure encore aujourd'hui) jusqu'aux sites ou blogs proches de la mouvance réformiste<sup>16</sup>. Cette approche autoritaire a pour

---

<sup>12</sup> Décret gouvernemental, août 2006

<sup>13</sup> « Internet filtering in Iran », *OpenNet Initiative*, 2009, p. 2

<sup>14</sup> « Mapping Iran's Online Public: Politics and Culture in the Persian Blogosphere », *Harvard Internet and Democracy project*, Avril 2008

<sup>15</sup> A. SREBERNY, G. KHIABANY, *Blogistan: the Internet and Politics in Iran*, New York, I.B. Tauris, 2010, pp. 88 - 91

<sup>16</sup> « Nouvelle ère du blocage des sites dans le pays », *Hamvatan*, Avril 2009

effet d'augmenter les tensions entre les tendances rivales au sommet du pouvoir. Des querelles intestines se créent entre ceux qui soutiennent la réélection du président Ahmadinejad et ceux qui préfèrent Mir Hossein Moussavi et Mehdi Karoubi, les candidats des réformateurs, jugés plus compatibles avec les valeurs de la révolution islamique.

L'annonce de la réélection d'Ahmadinejad, entachée par des soupçons de fraude, crée une vague massive de protestation à Téhéran et dans quelques grandes villes du pays.<sup>17</sup> Les heurts perdurent pendant des semaines. Les médias internationaux - expulsés du pays dès les premiers jours du soulèvement - couvrent alors cette « révolution Twitter »<sup>18</sup> via des images diffusées sur les réseaux sociaux. Face à l'ampleur inédite de la révolte, l'État désemparé réagit : l'accès à Internet est totalement coupé pour la première fois, alors que la police et la milice paramilitaire répriment violemment les manifestants. Des centaines de personnes sont arrêtées, torturées et condamnées à de longues années de prison ou forcées à l'exil<sup>19</sup>. Face à la violence de la répression, les réformateurs sont encore plus divisés : les radicaux sont derrière les barreaux, les deux candidats malheureux sont placés en résidence surveillée, et les modérés s'effacent et se rangent derrière le Guide en attendant des jours meilleurs.

Certes, l'État a su contrôler la situation pour une courte durée, mais n'a pas réussi à bâillonner totalement Internet. Car dans la bataille numérique, la population a en effet su se prémunir du contrôle croissant de l'État, au point où ce dernier ne pouvait plus compter sur ses armes favorites face à Internet : la censure méthodique des sites et la coupure systématique du réseau. Les internautes ont très vite trouvé des moyens de passer entre les mailles du filet. L'impact des réseaux sociaux - confirmé par la suite

---

<sup>17</sup>A. SALAMATIAN, *L'Iran : la révolte verte*, Paris, Delavilla, 2010

<sup>18</sup>« Iran's Twitter revolution », *The Washington Times*, Juin 2009

<sup>19</sup> Le rapport annuel de Human Rights Watch, *Iran events of 2009*

durant le « printemps arabe »<sup>20</sup> - sur la diffusion des informations ainsi que sur l'organisation des actions politiques et populaires, a donc forcé les autorités iraniennes à développer des méthodes encore plus sophistiquées pour contrôler l'accès à Internet.

En outre, tout écosystème financier, bancaire et industriel iranien s'est digitalisé au point de dépendre d'Internet pour fonctionner. Les coupures du réseau ne pouvaient plus perdurer. C'est pour faire face à ce dilemme qu'est né le projet d'« Internet National». Une infrastructure technologique indépendante des réseaux numériques internationaux et donc entièrement contrôlable de l'intérieur par l'État.

## D. Le projet d'Internet National

« Le Réseau National de l'Information » (le RNI), plus communément connu sous le nom d'« Internet National », fut un projet longuement débattu au sein des différentes instances de l'État iranien. Alors que le pays vivait des moments difficiles sous les sanctions internationales, le coût des investissements nécessaires et la crainte de son impact sur le bon fonctionnement des industries et des institutions financières ont fait que le projet a pris beaucoup de retard.

Néanmoins, avec l'appui du Guide suprême Ali Khamenei, des études préliminaires<sup>21</sup> sont menées durant le mandat du président conservateur Ahmadinejad pour que, sept ans plus tard, le gouvernement de Rohani concrétise l'idée finale et lance les premières phases de développement. Le RNI a pour but de créer un réseau dans lequel les internautes iraniens n'auront accès qu'aux services et logiciels nationaux ou autorisés, et les contenus créés dans le pays. Ainsi l'accès à l'Internet mondial sera totalement bloqué.

---

<sup>20</sup> Même si certaines études internationales indiquent qu'on a surestimé le rôle des réseaux sociaux ces événements, plusieurs rapports parlementaires en 2012 et 2013 témoignent de la crainte de l'État iranien : <https://bit.ly/2L3nzab> <https://bit.ly/2KXYk9v> <https://bit.ly/2XI9HPj>

<sup>21</sup> Idem.

Dans un premier temps, l'Iran crée les infrastructures nécessaires afin de séparer le trafic interne et externe, ce qui garantissait le bon fonctionnement des réseaux industriels et institutionnels du pays. Le premier cas d'expérimentation a lieu le 30 décembre 2017 : alors que des dizaines de villes iraniennes vivent au rythme des manifestations quotidiennes, l'accès à l'Internet mondial est bloqué pendant une demie heure sans qu'il y ait de perturbation dans le réseau interne<sup>22</sup>.

Dans un deuxième temps, l'État ordonne aux fournisseurs d'Internet de diviser en deux catégories le prix du forfait mobile avec consommation de données numériques. Ainsi, le coût d'utilisation pour les sites et les logiciels nationaux - ou ceux dont les serveurs et hébergeurs sont installés à l'intérieur du pays - devient moins cher que celui donnant accès aux services internationaux<sup>23</sup>. Par exemple, regarder une vidéo sur *Aparat* - la version iranienne de Youtube - consomme deux fois moins le forfait mobile que sur l'application américaine.

Cette politique de prix incitative vise à encourager les internautes iraniens à choisir un forfait avec un accès exclusif au RNI. Ce forfait donne accès à un réseau plus rapide, et coûte deux fois moins cher que le forfait global<sup>24</sup>. Problème : l'accès aux contenus non-autorisés est bloqué, et toutes les données d'utilisateurs sont conservées en Iran. Par conséquent, elles sont susceptibles d'être utilisées ou manipulées par les autorités iraniennes. C'est ce qui est arrivé à MemarNews<sup>25</sup>. Ce média indépendant révèle, en septembre 2016, des documents détaillant la corruption dans la municipalité de Téhéran. Les autorités réagissent rapidement et détruisent toutes les données sans qu'il y ait besoin de bloquer le site : un courriel aurait suffi pour que l'hébergeur situé en Iran supprime tous les contenus du site<sup>26</sup>.

---

<sup>22</sup> « Guards at the gate », *Center for Human Rights in Iran*, 2018, p. 26

<sup>23</sup> « Fin de la discrimination dans les coûts de connexion pour certains sites locaux », *ITNA*, 3 décembre 2017

<sup>24</sup> Op.cit (22), p. 34

<sup>25</sup> <http://www.memarinews.com/>

<sup>26</sup> « Iranian Judiciary Must Stop Punishing Media for Reporting Officials' Corruption », *Center for Human Rights in Iran*, 9 septembre 2016

Depuis 2013, l'État iranien a dépensé plus de 5 milliards d'euros<sup>27</sup> afin de développer les infrastructures de communication et son réseau d'Internet. Grâce à ces développements techniques et à l'arrivée massive des smartphones, l'accès à Internet par mobile a pris le pas sur l'accès via les ordinateurs personnels. En 2018, 80,7 % de la population de 6 ans et plus possède au moins un téléphone portable, contre 53 % en 2010. Ce chiffre atteint 74 % dans les milieux ruraux contre 60 % en 2010, selon le rapport annuel du Centre national de Statistiques de l'Iran<sup>28</sup>. Plus de 53 millions de personnes, soit 66 % de la population iranienne utilise son téléphone portable pour naviguer sur Internet<sup>29</sup>. Tout le pays, des grandes métropoles jusqu'aux petits villages, est équipé du système 3G ou 4G. L'indice de développement des technologies de l'information et de la communication, publié par l'Union internationale des télécommunications des Nations unies, montre que l'Iran a surpassé la moyenne des pays en développement.<sup>30</sup>

En mai 2019, le ministre des Technologies de l'information et de la communication s'est félicité de l'avancée du projet du RNI et a précisé qu'il était désormais opérationnel à 80 %. Les tests des deux premières phases se sont avérés convaincants, et il ne faudrait, selon lui « qu'un mouvement de masse, une collaboration nationale afin que le projet atteigne son objectif ultime. »<sup>31</sup> L'État a subventionné de nombreuses entreprises et Startups afin de créer des applications et des logiciels nationaux. Il a désormais son moteur de recherche (*Yooz*), son service de courriel (*Chapar*), son Amazon (*Digikala*); son application de messagerie (*Soroush*), son Youtube (*Aparat*), son Waze (*Neshan*) etc. Pourtant la clientèle ou la « collaboration nationale » (pour reprendre le terme du ministre) se fait toujours attendre<sup>32</sup>.

---

<sup>27</sup> Rapport 2018 de TechRasa, p.13

<sup>28</sup> Rapport annuel du *Centre national de Statistiques de l'Iran*, en 2018, p.493

<sup>29</sup> *Idem*, p.498

<sup>30</sup> Rapport 2017 de l'Union internationale des télécommunications des Nations unies

<sup>31</sup> « 80 % du projet du RNI est désormais opérationnel », *Tasnim*, 19 mai 2019

<sup>32</sup> « Tightening the net The internet in the time of currency crisis », *l'ONG Article19*, p. 11



Les raisons en sont diverses. À bien des égards, le projet du RNI, ressemble à celui entrepris par la Chine. L'Empire du Milieu a en effet lancé la première phase de son projet, nommé *le Bouclier doré*, en 2006<sup>33</sup> - bien avant que les réseaux sociaux prennent l'ampleur que l'on connaît aujourd'hui. La Chine réglemente également de façon minutieuse les accès aux services numériques étrangers et interdit même totalement l'accès à Facebook, Google. Néanmoins, la copie iranienne n'est pas aussi efficace que la version chinoise. Au-delà des différences historiques et culturelles, force est de constater que les retards se sont cumulés, notamment dus à une mauvaise gestion des ressources, à la corruption étatique<sup>34</sup>, aux divergences au sein de l'État au sujet des méthodes à entreprendre et des sommes à investir<sup>35</sup>. Résultat : malgré la censure et la répression, la population iranienne a vécu la révolution numérique et a pu constater l'opportunité qu'elle représentait. Durant toutes ces années les échanges entre la population et la diaspora iranienne se sont renforcés, ce qui a permis aux ONG de défense de la liberté d'expression et d'information, ainsi qu'aux spécialistes en cybersécurité de mieux démontrer les failles sécuritaires du projet RNI, et de mieux alerter les utilisateurs éventuels de ses dangers<sup>36</sup>. Par conséquent, la société iranienne d'aujourd'hui semble être bien consciente des risques liés à son utilisation.

C'est dans ce contexte que le rôle de Telegram prend toute son importance. L'application la plus convoitée du pays naviguait pendant des années dans les eaux troubles de la censure en Iran. Entre un laisser-faire consenti tant bien que mal, et des blocages ponctuels, Telegram était le seul outil de communication numérique fiable pour la population iranienne encore autorisé par les dirigeants.

---

<sup>33</sup> « What is internet censorship ? », *Amnesty International*, 28 mars 2008

<sup>34</sup> Le classement de l'Iran dans le rapport annuel sur la corruption de *Transparency International* est passé de 130 à 138 parmi les 180 pays étudiés en 2018.

<sup>35</sup> De nombreux rapports parlementaires, notamment celui du septembre 2013, font état de ces divergences <https://bit.ly/2lpSADS>

<sup>36</sup> De nombreux sites et chaînes de Telegram, notamment <https://certfa.com/> et <https://t.me/bitbaanlab>, alertent régulièrement les internautes iraniens de ces dangers. Leurs articles sont massivement partagés dans les réseaux sociaux.

## II. L'APPLICATION DE TELEGRAM

Lancée en 2013, Telegram est une application de messagerie originaire de Russie. Rivale de Messenger et de WhatsApp (propriétés de Facebook), elle a fait de la sécurité des communications son principal argument commercial. Le cofondateur de la société, Pavel Durov, affirme avoir créé l'application afin d'échapper à la surveillance du gouvernement russe.

### A. Telegram et la confidentialité

Décrit comme le « Zuckerberg russe » Pavel Durov s'est fait un nom en 2006 en créant Vkontakte, ou VK. Le réseau social, une copie de Facebook, est rapidement devenu le plus populaire de Russie<sup>37</sup>, notamment grâce à l'abondance de musiques et de films piratés. Le succès de VKontakte occasionne aussi quelques frictions<sup>38</sup>. En 2011 les services de sécurité russes ont demandé à VK de fermer plusieurs groupes d'opposition, ce à quoi Durov a opposé son refus. En 2014 le PDG s'est attiré la foudre de ses actionnaires, puisqu'il a vendu VK après des mois de conflit, tout en refusant de remettre au FSB, le services de renseignements russe, les données personnelles de militants pro-européens ukrainiens. C'est alors que Pavel Durov a décidé de quitter son pays, aidé par des centaines de millions d'euros issus de la vente de la société VK. Il a choisi pour lieu de résidence Dubaï, tout en utilisant un passeport de Saint-Kitts-et-Nevis, îles des Antilles, lui permettant de voyager sans visa dans 150 pays.

De cette période trouble de sa vie, est né l'un de ses principaux *motto* : échapper à la surveillance des autorités. Il lance donc Telegram en la présentant comme l'application

---

<sup>37</sup> « Le réseau Vkontakte résiste à l'hégémonie de Facebook et se renforce dans le monde russophone », *La Tribune*, 28 juin 2011

<sup>38</sup> « Telegram : tout savoir sur la messagerie qui fait polémique », *Capital*, 6 Avril 2018

la plus sûre au monde. Les messages envoyés sur Telegram sont chiffrés, c'est-à-dire que leur contenu est modifié à l'aide d'une clé cryptographique et qu'en cas d'interception, personne d'autre que l'expéditeur et leur(s) destinataire(s), ne peut les lire. L'application propose aussi des « chats secrets », dont les messages s'autodétruisent au bout d'un temps donné, après avoir été lus par leur destinataire. Dans sa dernière version, Telegram donne même la possibilité d'effacer toutes les archives d'une conversation privée, qu'on en soit l'auteur ou non, sur tous les appareils de chacun des participants.<sup>39</sup>

Les spécialistes en cybersécurité ont malgré tout émis certaines réserves sur la fiabilité de l'application. En 2015, un groupe d'experts connu sous le nom de *Grugq*<sup>40</sup> a démontré la vulnérabilité de son système de chiffrement des SMS - une vulnérabilité confirmée un an après, lorsque plus de 15 millions d'utilisateurs iraniens ont été piratés<sup>41</sup>. Néanmoins, Telegram se pose toujours en champion de la liberté d'internet et de la confidentialité de ses utilisateurs et met régulièrement au défi les hackers de pirater son système de double authentification<sup>42</sup>. En mars 2018, Telegram revendique plus de 200 millions d'utilisateurs actifs par mois,<sup>43</sup> dont le président Emmanuel Macron, qui en est un fervent utilisateur<sup>44</sup>. L'application est très populaire en Russie<sup>45</sup> et en Iran. Elle séduit aussi bien les sympathisants et membres de l'État Islamique (Daech) que certains hommes forts du Kremlin, et le pape<sup>46</sup> !

---

<sup>39</sup> « Taking Back Our Right to Privacy », *site officiel de Telegram*, 24 mars 2019

<sup>40</sup> « Operational Telegram », *Medium*, 18 novembre 2015

<sup>41</sup> « Hackers accessed Telegram messaging accounts in Iran », *Reuters*, 2 août 2016

<sup>42</sup> « Can someone break Telegram 2-Step Verification ? », *site officiel de Telegram*, 13 Juin 2019

<sup>43</sup> « 200,000,000 Monthly Active Users », *site officiel de Telegram*, 22 mars 2018

<sup>44</sup> « Macron : comment la messagerie cryptée Telegram est utilisée au cœur du pouvoir », *Le JDD*, 29 mars 2018

<sup>45</sup> « One year after ban, Telegram still accessible from Russia with growing audience », *East-West Digital News*, 29 Avril 2019 mars 2018

<sup>46</sup> « Vatican broadcasts Lent messages on Telegram », *BBC*, 11 Février 2016

## B. Fonctionnalités et spécificités de Telegram

Telegram s'utilise de plusieurs manières : On peut s'en servir comme outil de messagerie classique, pour parler avec un ou plusieurs amis via les messages écrits, audio et vidéo. Comme WhatsApp, Telegram permet la création de groupes de discussion. En revanche, le nombre de membres n'est pas limité à 256 comme sur l'application américaine, mais à 200 000 personnes, ce qui en fait un lieu d'échange privilégié pour les organisateurs de manifestations politiques. L'application peut être utilisée sur ordinateur aussi bien que sur smartphone. Elle permet le partage de toute sorte de fichiers (de PDF, .exe, .py ou .rar), des fichiers aussi lourds que 1.2 Go. Un avantage considérable par rapport à WhatsApp dont la taille des fichiers à partager est limitée à 16 Mo, ce qui limite une utilisation professionnelle de l'application. Telegram permet aussi l'archivage de fichiers et de données de l'application dans le *cloud* (données accessibles via des serveurs distants), ce qui s'avère crucial pour les utilisateurs d'appareils dotés de faibles capacités de stockage. Elle accepte la suppression de fichiers selon le laps de temps désiré. Les fichiers sont alors automatiquement supprimés et rechargés à chaque fois que l'utilisateur revient dans le fil de discussion. Ainsi l'espace de stockage du smartphone n'est pas autant sollicité qu'il l'est avec les applications rivales.

L'autre fonctionnalité populaire de l'application sont les *channels* (chaîne en français). Celles-ci peuvent être créées avec un lien URL qui permet à toute personne de rejoindre et suivre la chaîne, comme un forum de discussion. Elles ont néanmoins une particularité : les membres ne peuvent pas laisser de commentaires sur la page de la chaîne. Cette fonctionnalité a bouleversé les rapports des Iraniens aux médias et à l'information. Elle a créé un nouvel espace d'interaction et d'échange entre les différentes couches sociales dans laquelle l'information est segmentée et l'offre diversifiée.

## C. Telegram en Iran

Grâce à ces fonctionnalités innovantes, l'application russe a rapidement connu un succès inattendu en Iran. Aujourd'hui, près de 20 % des utilisateurs de Telegram au monde sont des Iraniens<sup>47</sup>, c'est-à-dire plus 40 millions de personnes, soit la moitié de la population. Telegram est bien plus qu'une application de messagerie instantanée pour les Iraniens : elle est « l'incarnation d'Internet. Telegram est Google, l'email et les réseaux sociaux réunis, »<sup>48</sup> d'après Amir Rashidi, expert en cybersécurité pour l'ONG *Center for Human Rights in Iran*, dans un entretien réalisé avec l'auteur. Telegram est en effet l'application la plus sollicitée en Iran aussi bien dans les échanges privés que professionnels, pour les PME, les Startups ou les auto-entrepreneurs, mais aussi pour les employés d'État, des banques etc. Amir Khorakian, le vice président du centre national du cyberespace, l'admet en septembre 2017 : « Telegram occupe désormais plus de 60 % de la bande passante de tout le pays. »<sup>49</sup>

Outre la confidentialité des communications et la grande capacité de partage des fichiers, l'application permet aux Iraniens de recevoir des informations diverses via ces fameuses chaînes dont certaines ont plus d'un million d'abonnés : des chaînes de services<sup>50</sup> et de divertissements en tout genre ; de démarches administratives et commerciales aux communications publiques et privées ; des blagues, de la pornographie, de la poésie, des conseils médicaux et bien-être, des chaînes de rencontre, celles des organisateurs des défilés de mode privé, ou des ventes de produits illicites, et bien sûr l'actualité nationale, sportive, économique et internationale.

---

<sup>47</sup> « 200,000,000 Monthly Active Users », *site officiel de Telegram*, 22 mars 2018

<sup>48</sup> L'annexe n°10

<sup>49</sup> « Telegram occupe plus de 60 % de la bande passante du pays », *ISNA*, 18 septembre 2017

<sup>50</sup> A ce titre, l'étude menée par l'université de Nebraska-Lincoln sur le rôle de Telegram dans les échanges entre libraires de l'Iran est fort intéressante. Elle fait état d'une interactivité sans précédent dans le domaine. Une interactivité qui ne se limite pas aux professionnels, mais touche aussi beaucoup d'amateurs et passionnés de lecture. (*Using Mobile-Based Social Networks by Iranian Libraries: The Case of Telegram Messenger*, University of Nebraska-Lincoln, Juin 2017)

En somme, on y trouve toute sorte d'informations ou de services - autorisés ou interdits - classifiés par catégories ou thèmes différents.

Combien de chaînes existe-t-il en langue persane ? Impossible d'en avoir une estimation fiable. Les chiffres communiqués par les autorités iraniennes sont confus et pour cause : le cryptage des communications de Telegram rend l'obtention de cette information difficile de l'extérieur. Cependant, le rapport quotidien de *Telegraphy*<sup>51</sup> - du Centre d'Étude Numérique de l'université de Téhéran - peut donner une idée de son ampleur : le 3 juin 2019, ce centre a étudié 1 137 987 chaînes, dont 17 % ont été mises à jour produisant 1065 millions de posts en seulement 24 heures. Ces posts ont été vus 1034 milliards de fois, soit 895 fois par post en moyenne<sup>52</sup>. Certes toutes ces chaînes ne traitent pas d'actualité, mais ces chiffres montrent bien l'importance que les Iraniens accordent à Telegram.

D'autres facteurs expliquent le succès inédit de Telegram en Iran, comme la marge de manoeuvre très limitée des médias traditionnels à l'intérieur du pays, le blocage massif des réseaux sociaux et des sites d'information basés à l'étranger - tous considérés comme hostiles à l'État. Cependant, ce sont aussi les autorités iraniennes elles-mêmes qui, intentionnellement ou involontairement, ont poussé la population à l'utiliser davantage en faisant de la campagne électorale des élections législatives de 2016, un champ de bataille digital de grande envergure.

### a. Telegram et les élections

Alors que Pavel Durov lançait Telegram en 2013, Hassan Rohani s'apprêtait à prendre le pouvoir exécutif en Iran. Deux ans plus tard, l'homme politique qualifié de "modéré" par la communauté internationale, négocie l'accord nucléaire avec la communauté

---

<sup>51</sup> Son algorithme permet une sélection quotidienne des chaînes les plus vues. Un rapport est publié tous les jours sur son site : <http://8tag.ir/> et sa chaîne Telegram : <https://t.me/tlgrphy>

<sup>52</sup> L'annexe n°1

internationale en échange d'une promesse de levée des sanctions contre l'Iran. De fait, sa position sur l'échiquier politique du pays et sa popularité au sein de la population sont ainsi renforcées. Il prépare dès lors la campagne des élections législatives de 2016 avec une arme redoutable : Telegram. L'application - une fois n'est pas coutume - n'est ni américaine ni israélienne ni chinoise. Elle est russe et n'est pas encore interdite dans son pays d'origine et surtout, elle jouit comme on l'a vu d'un formidable succès auprès des électeurs de tous âges.

Son équipe de campagne crée des chaînes bien plus actives que celles des rivaux, en utilisant des méthodes plus créatives pour attirer les internautes, en détaillant les programmes des candidats, et en critiquant les adversaires politiques. Les pro-Rohani réussissent ainsi à toucher une masse d'électeurs bien plus importante qu'espérée. Hamid-Reza Jalaipour, professeur d'université et membre de l'équipe de campagne de Rohani reconnaît le rôle indéniable de l'application dans la victoire des pro-Rohani aux élections législatives :

« Telegram a établi un contact direct et permanent, quasiment 24h sur 24, entre les réformateurs et le peuple, alors qu'avant, cela ne se faisait que via une poignée de journaux. Grâce à Telegram, nous avons eu près de 2,5 millions d'individus avec des idées politiques claires. »<sup>53</sup>

L'ONG *Center for Human Rights in Iran* a étudié les chaînes les plus influentes qui couvraient exclusivement cette campagne. Selon son rapport<sup>54</sup>, 78,4 % d'entre elles sont de la mouvance Réformatrice (pro-Rohani). Par ailleurs, cette étude montre que les chaînes Telegram appartenant aux médias traditionnels proches des pro-Rohani n'ont eu que très peu de membres avant la campagne, mais en ont gagné considérablement pendant et après. Et ce alors qu'avant la campagne, les chaînes des agences, des journaux proches des conservateurs, ainsi que celles de la radio-télévision nationale avaient bien plus d'abonnés.

---

<sup>53</sup> « Jalaipour : le lien entre Telegram et la société civile a créé la victoire », *IRNA*, 28 mai 2017

<sup>54</sup> « Elections législatives : la victoire des chaînes Telegram des Réformateurs », *Center for Human Rights in Iran*, 2 mars 2016

La victoire de Rohani dans ces élections - confirmée ensuite par sa réélection à la présidentielle de 2017<sup>55</sup> - a illustré la force de frappe de Telegram. Ainsi son utilisation comme source d'information a pris une ampleur inédite, au point d'inquiéter ceux-là mêmes qui en avaient promu l'usage.

## b. Blocage de Telegram

Dès 2016, l'inquiétude grandit au sein du pouvoir en place et la rumeur d'une éventuelle interdiction de l'application se met à courir avant d'être reprise par les médias<sup>56</sup>. En mai 2016, le Centre national du cyberspace, se basant sur l'avancée du projet du RNI, exige de Telegram que les données relatives au trafic national soient stockées en Iran, sous peine de voir l'accès à l'application bloqué<sup>57</sup>. Telegram refuse d'obtempérer. Rohani est sous pression des conservateurs depuis des mois pour mettre un terme à son utilisation, mais il ne cède pas, du moins en apparence : insistant sur les slogans de sa campagne<sup>58</sup>, il dévoile, en décembre 2016, *la Charte des droits du citoyen iranien*<sup>59</sup> dans laquelle le gouvernement est nommé « garant des libertés y compris la liberté de la presse et des médias incluant les réseaux sociaux.<sup>60</sup> »

Pourtant à peine trois mois après, alors que la campagne électorale présidentielle bat son plein, douze administrateurs des chaînes Telegram proches de la mouvance réformiste sont arrêtés pour « avoir publié des contenus obscènes. » Une occasion en

---

<sup>55</sup> M. MAHDIZADEH, *The role of "telegram" as a social network in advertising about the 12th presidential election Iran*, New Media Studies, Allameh Tabataba'i University, 2017, pp. 10-16

<sup>56</sup> « Blocage de Telegram serait appliqué le jour des élections législatives », *INSA*, 21 février 2016

<sup>57</sup> « Iran orders social media sites to store data inside country », *Reuters*, 29 mai 2016

<sup>58</sup> Tels que « *s'informer et être informé est un droit* » ou « *Arrêtons de faire du monde digital, un monde fermé et sécuritaire. Nous n'avons pas besoin d'un monde sécuritaire, mais d'un monde culturel et politique* » ou encore « *la clé de la création d'emploi se trouve dans le monde digital.* »

<https://bit.ly/2Y0m1Sb> <https://bit.ly/31MfzAD>

<sup>59</sup> L'Article 26 de *La Charte des droits du citoyen iraniens*

<sup>60</sup> Idem



or pour que les autorités juridiques ordonnent le blocage de Telegram<sup>61</sup>. Un blocage certes partiel car seule la fonctionnalité d'échanger des messages vocaux est bloquée<sup>62</sup> mais cette première tentative d'interdire Telegram a révélé l'état d'inquiétude dans lequel se trouvaient les hauts placés du régime iranien. Le constat était pour eux amer : la république islamique d'Iran, pour la première fois dans son histoire, n'avait plus un contrôle étendu sur la circulation de l'information au sein de la société.

Cette inquiétude est confirmée lors des émeutes de décembre 2017 durant lesquelles l'accès à Telegram est totalement bloqué. Les émeutes sont réprimées violemment - au moins 25 personnes sont tuées et plus de mille autres arrêtées<sup>63</sup>. Mais cela n'empêche pas les informations de circuler au sein de la société iranienne et dans les médias internationaux<sup>64</sup>. Une fois encore les divergences entre les deux mouvances émergent en plein jour : le gouvernement et les parlementaires proches de Rohani s'opposent au blocage, estimant qu'un tel acte ne fera qu'augmenter les mécontentements sociaux sans pourtant limiter le flux des informations considérées comme hostiles à l'État. En outre, le projet d'« Internet national » n'est pas encore totalement opérationnel, ce qui mettrait en péril la santé économique du pays et le bon fonctionnement de ses institutions. Le ministre des Technologies de l'information et de la communication à ce titre présente ses excuses « à ceux dont le blocage a causé des pertes économiques et financières, » et ajoute qu'il est en train de négocier avec le Conseil suprême de sécurité nationale pour lever le blocage<sup>65</sup>. Le lendemain, la députée de Téhéran et présidente de la commission parlementaire pour l'emploi numérique Parvaneh Mafi s'inquiète de la perte de 15 000 à 30 000 emplois liés directement à Telegram<sup>66</sup>.

---

<sup>61</sup> Reza Moini, responsable du bureau Iran de RSF dans l'entretien accordé à l'auteur dit : « *Ces gens n'étaient pas en réalité pro-Rohani, ils travaillaient pour le service de renseignement. Ils produisaient des contenus dits "problématiques" sur ces chaînes, ainsi les autorités juridiques avaient suffisamment de preuves pour attaquer Telegram et préparer une interdiction totale de cette application.* » Voir Annexe n°11

<sup>62</sup> « Iran blocks Telegram app voice calls: state media », *AFP*, 19 Avril 2017

<sup>63</sup> « Iran: le bilan officiel des récents troubles monte à 25 morts », *AFP*, 14 janvier 2018

<sup>64</sup> « Iran : manifestations rivales devant l'université de Téhéran », *Le monde*, 30 décembre 2017

<sup>65</sup> <https://twitter.com/azarijahromi/status/948104772397293568>

<sup>66</sup> « l'avenir de 15 000 emplois est en jeu », *ISNA*, 4 janvier 2018

Cependant, le substitut du procureur général du pays<sup>67</sup>, ainsi que l'imam de la Prière du vendredi de Téhéran<sup>68</sup> persistent et signent : « le blocage doit être permanent. »

Deux semaines plus tard, sous ordre direct du président iranien, l'application est de nouveau autorisée<sup>69</sup>, mais les frictions perdurent. Telegram est dès lors le bouc émissaire par excellence. Si la devise iranienne est en chute libre<sup>70</sup>, c'est à cause des « spéculations sur Telegram »<sup>71</sup>. Si le marché de l'emploi se fragilise, c'est parce que « Telegram refuse de collaborer et d'investir dans le secteur privé iranien. »<sup>72</sup> Si les applications nationales n'ont pas de clients, c'est parce que « le gouvernement les a sacrifiées en faveur de Telegram. »<sup>73</sup> Autrement dit : « Telegram, outre une menace sécuritaire, est une menace économique pour le pays. »<sup>74</sup>

La pression grandissante, Rohani cherche le compromis et demande à toutes les institutions gouvernementales "d'émigrer" vers les applications nationales. Mais cela ne satisfait pas l'opposition qui réclame toujours un blocage total de Telegram. Le coup de grâce est donné par le Guide suprême. Le 18 Avril 2018, le porte-parole des affaires culturelles du Guide annonce son retrait de Telegram « afin de soutenir les applications de messagerie nationales et mettre fin à la monopolisation du marché par les applications étrangères.<sup>75</sup> » Une décision qui tranche et clôture le débat. Au 1<sup>er</sup> mai 2018, la justice ordonne le blocage total de Telegram<sup>76</sup>. L'application figure désormais sur la liste noire des outils de communication numérique interdits tels que Facebook,

---

<sup>67</sup> « Le substitut du procureur général : la levée du blocage est illégale », *Alef*, 4 janvier 2018

<sup>68</sup> « Prière du vendredi : résumé du discours », *Hamshahri*, 5 janvier 2018

<sup>69</sup> « L'ordre du président : Telegram est de nouveau autorisée », *ISNA*, 13 janvier 2018

<sup>70</sup> « La devise de l'Iran plonge face au Dollar », *Boursorama*, 4 Avril 2018

<sup>71</sup> « L'impact de Telegram sur la bourse », *JamNews*, 10 Avril 2018

<sup>72</sup> « La guerre de l'IRIB contre Telegram », *Deutsche Welle*, 4 Avril 2018

<sup>73</sup> *Idem*.

<sup>74</sup> *Ibid*. Déclaration du président du Centre national du cyberspace sur une chaîne de la télévision publique.

<sup>75</sup> « La maison d'édition et de culture du Guide met fin à ses activités sur Telegram », *Jamaran*, 18 Avril 2018

<sup>76</sup> « Telegram bloqué en Iran: l'information ne peut être stoppée, dit un ministre », *AFP*, 1 mai 2018

Twitter, Messenger, Viber, WeChat etc. Et ce, malgré les réticences du président iranien<sup>77</sup> qui implicitement désigne le Guide suprême, comme responsable.<sup>78</sup>

### c. Quel est le bilan du blocage ?

Il peut sembler paradoxal que le taux annuel d'utilisation de Telegram en Iran soit resté plutôt stable, malgré le blocage. En effet, selon le dernier rapport du *Centre pour les Sondages des Étudiants Iraniens* (ISPA), en février 2019, 56 % des internautes iraniens utilisaient encore Telegram, contre 60 % l'année dernière<sup>79</sup>. De tels chiffres s'expliquent en réalité, car le blocage de Telegram a des particularités techniques de taille. Jusqu'alors, le système de blocage d'Internet en Iran - plus communément appelé le *filtering* (filtrage en français) - fonctionnait selon un principe basique : un blocage pur et simple d'accès au site ou à l'application placée sur la liste noire nationale, obligeant ainsi les utilisateurs persistants à passer par les réseaux privés virtuels (VPN) - des logiciels permettant de contourner la censure en modifiant la provenance de l'internaute dans un autre pays<sup>80</sup>.

Or cette fois-ci, c'est en s'appuyant sur le projet du RNI que l'État a réagi afin d'éviter les esclandres et la faillite de ses institutions. Presque simultanément au blocage de Telegram, deux applications semblables, créées par des entreprises iraniennes, sont apparues sur le marché : *Telegram Talaei* et *Hotgram*. Elles sont en réalité des *forks* (c'est-à-dire des logiciels "clonés" à partir du code source d'un logiciel existant, en l'occurrence Telegram). Grâce à ces palliatifs à l'application interdite, les utilisateurs de ces clones peuvent continuer à avoir accès aux chaînes - sauf bien entendu celles censurées par les autorités - et à échanger des messages privés ou professionnels,

---

<sup>77</sup> « Iran : le gouvernement opposé au blocage de Telegram », *AFP*, 5 mai 2018

<sup>78</sup> « Président : nous ne sommes pas d'accord avec le blocage de Telegram », *ISNA*, 4 mai 2018

<sup>79</sup> Rapport 2019 du *Centre pour les Sondages des Étudiants Iraniens* (ISPA), p. 2

<sup>80</sup> Amir Rashidi dans l'entretien avec l'auteur estime qu'après le blocage de Telegram en Iran, 10 à 15 millions d'utilisateurs sur ses 40 millions, y accèdent via des VPN (voir annexe n°10). Une recherche simple sur Google Trends démontre aussi que depuis le blocage, les recherches des mots-clés tels que VPN en anglais ou anti-filtering en langue persane ont drastiquement augmenté (voir annexe n°5)

même si les destinataires utilisent l'application officielle. Les communications entre les trois logiciels sont, en apparence, rétablies sans qu'on puisse distinguer les deux clones de l'application "mère".

Les autorités iraniennes ne sont pas intervenues pour interdire ces *forks*. Certains, comme Amir Rashidi, expert en cybersécurité pour l'ONG *Center for Human Rights in Iran*, y voient le signe d'une volonté de l'État d'encourager la population à les utiliser :

« Le régime n'a pas bloqué l'accès à Telegram aux portes d'entrée. Il a demandé aux fournisseurs d'Internet de juste bloquer la version officielle de Telegram. Ainsi les deux Forks pouvaient continuer à utiliser ses canaux et être connectés à ses serveurs.<sup>81</sup> »

Or, leur fiabilité est de plus fortement mise en cause par plusieurs institutions et associations de défense de la liberté d'expression et d'information dont l'ONG *Article 19* qui, dans son dernier rapport, tire la sonnette d'alarme : « Il y a des preuves irréfutables de lien entre l'État et les forks de Telegram tel que Telegram Talaei et Hotgram. »<sup>82</sup> Par exemple, la chaîne Radio Farda (considérée comme hostile aux autorités iraniennes) n'existe pas lorsqu'on utilise *Telegram Talaei*<sup>83</sup>. Le 15 décembre 2018, les faisceaux de doutes concordants ont conduit Telegram à envoyer un message privé<sup>84</sup> en anglais et en persan à tous les utilisateurs pour leur annoncer que ces forks « *ne sont pas fiables* » et que la compagnie « ne peut pas garantir leur sécurité s'ils n'utilisent pas la version officielle de Telegram. » Google a mis plus de temps à réagir, mais finalement le 24 Avril 2019, le géant américain a supprimé l'accès à *Telegram Talaei et Hotgram* sur Google play<sup>85</sup>.

---

<sup>81</sup> Idem.

<sup>82</sup> Rapport de l'ONG Article 19, « Tightening the net The internet in the time of currency crisis », p.14

<sup>83</sup> Idem

<sup>84</sup> L'annexe n°2

<sup>85</sup> L'annexe n°3

Malgré l'interdiction de Telegram et les menaces de poursuites juridiques à l'encontre des utilisateurs persistants<sup>86</sup>, l'encouragement de l'État à faire « migrer » les utilisateurs vers les logiciels nationaux n'a pas porté ses fruits<sup>87</sup>. À l'instar de Ali, ingénieur retraité, les internautes rencontrés à Téhéran dans le cadre de ce mémoire, privilégient tous les applications étrangères, malgré les péripéties :

« Je me méfie de leur soi-disant applications, je préfère utiliser un VPN et rester sur Telegram, même si je dépasse tous les mois mon forfait. »<sup>88</sup>

Les VPN sont en effet souvent compliqués à installer pour les novices, ils sollicitent davantage la batterie des smartphones, ralentissent considérablement la vitesse d'accès à Internet, et surtout consomment copieusement le forfait data. Selon Michael Hull le président du *Psiphon*, un des VPN les plus performants au monde, « près de 2 millions Iraniens utilisent *Psiphon* quotidiennement. »<sup>89</sup> Le nombre d'utilisateurs augmente à chaque blocage. Durant les émeutes de décembre 2017, Psiphon a enregistré 10 millions d'utilisateurs iraniens par jour<sup>90</sup>. Bitá, photographe indépendante, reconnaît que le blocage de Telegram a rendu son quotidien plus compliqué, néanmoins elle continue à utiliser l'application :

« J'utilise des VPN depuis le blocage, et à chaque fois que je dois envoyer des fichiers aux clients, je dois d'abord les informer par WhatsApp afin qu'ils passent par un VPN et réceptionnent mon message sur Telegram. »<sup>91</sup>

De façon générale, les applications dites nationales n'ont pas eu de succès pour deux raisons majeures : premièrement, les forks de Telegram ont permis aux internautes de contourner le blocage, comme l'a admis le substitut du procureur général du pays

---

<sup>86</sup> Le porte-parole de la justice Golamhossien Mohsseni Ejehi confirme le 27 mai 2018 que « *la justice avait demandé des peines allant de 91 jours à cinq ans de prison ferme pour 14 responsables de chaînes Telegram.* »

<sup>87</sup> « Manque de popularité : le défi des app nationales », *ISNA*, 24 mai 2018

<sup>88</sup> Entretien réalisé à Téhéran. Annexe n°7

<sup>89</sup> « Président du Psiphon : l'Iran a le système de blocage d'Internet le plus sophistiqué au monde », *BBC Persian*, 13 mai 2019

<sup>90</sup> Idem.

<sup>91</sup> Entretien réalisé avec Bitá à Téhéran. Annexe n°6

Abdolsamad Khorramabadi<sup>92</sup>. Deuxièmement, le manque de transparence des gérants de ces applications, leur appartenance aux organisations proches ou dépendantes de l'État, ainsi que de nombreuses failles techniques et sécuritaires démontrées par les spécialistes en cybersécurité n'ont pas convaincu les utilisateurs.<sup>93</sup> C'est le cas de *Soroush*, une application de messagerie créée par la Radio-télévision d'État, largement promue par le Guide suprême et le ministre des Télécommunications. Pourtant, après une légère hausse à la suite du blocage de Telegram, aujourd'hui elle est en chute libre pour atteindre à peine 2 % d'utilisateurs actifs par mois à la fin du mois de février 2019. Telegram a, malgré une baisse de fréquentation de 10 à 14 % en été, atteint 56 % du marché<sup>94</sup>.

En somme, le blocage de Telegram a rendu la tâche difficile pour les internautes iraniens, mais pas impossible. Certes son interdiction a eu des impacts négatifs dans certains domaines : elle a, par exemple, fragilisé le marché de la publicité digitale<sup>95</sup> - un marché jeune et florissant qui pèse près 90 millions d'euros et dans lequel Telegram détenait le record de la publicité payante<sup>96</sup>. Telegram est néanmoins toujours l'application la plus prisée du pays, surtout en ce qui concerne l'information. Elle est la source privilégiée d'information pour des millions d'Iraniens<sup>97</sup>.

---

<sup>92</sup>« 30 millions de personnes contournent le filtering avec Telegram Talaei et Hotgram », *Tasnim*, 14 juillet 2018

<sup>93</sup> L'annexe n°10

<sup>94</sup> Op.cit (78), p.2

<sup>95</sup> Voir l'entretien réalisé avec Pooya Misaghi, le PDG de l'entreprise *Showrand*, spécialisée en marketing et publicité digitale. L'annexe n°9

<sup>96</sup> Rapport 2018 de TechRasa, « Iran Adtech overview », p.27

<sup>97</sup> Hamid Ziyaipour, directeur de l'Institut de Recherche sur les médias (liée au ministère de la Culture), le reconnaît dans cet article : « Média en crise », *Iran*, 8 Avril 2019

### III. TELEGRAM ET LES MÉDIAS EN IRAN

Le succès fulgurant et inédit de Telegram en Iran a joué un rôle indéniable dans l'évolution de la profession du journalisme. Une profession déjà placée sous l'oeil inquisiteur de l'appareil sécuritaire, fragilisée par l'instabilité économique et divisée entre les intérêts politiques et les convictions déontologiques divergents. Dans cette dernière partie, nous tentons d'examiner l'impact de Telegram sur le travail des journalistes iraniens. Qu'a apporté l'application aux professionnels dont le public se limitait jusqu'alors aux journaux d'un tirage très faible ? Qu'a-t-elle apporté à ceux qui n'avaient plus le droit d'exercer leur métier ? Peut-on dire que Telegram a permis aux journalistes iraniens de mieux communiquer avec leur public ? Peut-on dire qu'elle a rendu possible le contournement de la censure étatique ?

#### A. Telegram et le pluralisme

Depuis la révolution de 1979 en Iran, les rapports entre les médias et le pouvoir relèvent globalement de l'emprise totale de l'État sur tous les appareils de communication de masse comme l'audiovisuel<sup>98</sup> et la presse écrite<sup>99</sup>. L'État finance le budget de l'IRIB (la Radio-télévision de la République islamique d'Iran) dont le directeur, qui ne rend des comptes ni au gouvernement ni au parlement, est nommé par le guide suprême. L'IRIB, avec un budget annuel estimé à plus d'un milliard d'euros, comprend 12 chaînes nationales de télévision, 4 chaînes d'information internationale, 6 chaînes satellites et 30 chaînes locales, ainsi que 30 chaînes de radio<sup>100</sup>.

---

<sup>98</sup> M. KYANVAR, *Médias et mouvements sociaux en Iran au vingtième siècle*, Chapitre VII, Université Grenoble 3, 1992

<sup>99</sup>N. PILVAR, *La presse iranienne depuis la révolution islamique: les deux âges d'or 1978-1979 et 1997-1998*. Université Grenoble Alpes, 2015, p.25

<sup>100</sup> Le budget de l'IRIB, *ISNA*, 29 décembre 2018

Il est difficile de connaître sa portée médiatique réelle, car l'IRIB refuse de publier les chiffres de son audience, et les estimations ne sont pas fiables, selon les critiques qui les jugent « impartiales et utilisant des méthodes de sondages invérifiables. »<sup>101</sup> L'IRIB perd en outre du terrain sur la couverture de l'actualité, face aux réseaux sociaux. Ce que reconnaissent implicitement les autorités iraniennes. En 2015, le directeur de l'IRIB a quasiment imploré<sup>102</sup> un budget supplémentaire pour renforcer la présence de ses chaînes sur les réseaux sociaux - chose faite, trois ans plus tard lorsque l'application de messagerie *Soroush* est lancée, sans pourtant atteindre ses objectifs<sup>103</sup>. En 2017, le responsable de la compagnie de télécommunication s'est désolé que « les Iraniens passent en moyenne plus de 2 heures par jour sur Telegram, un chiffre bien plus important que pour la télévision. »<sup>104</sup>

L'État iranien définit aussi le montant des aides et subventions versées chaque année à la presse écrite qui ne peut exercer sans autorisation officielle du ministère de la Culture et de l'Orientation islamique, l'organe de contrôle et de censure de l'État<sup>105</sup>. La presse quotidienne nationale (PQN) et presse quotidienne régionale (PQR) est diversifiée, mais à l'exception des premières années du gouvernement de Khatami, les tirages ne cessent de baisser pour atteindre à peine 300 000 exemplaires à la fin de 2018<sup>106</sup>. Ces publications sont aujourd'hui dans une crise profonde. Les raisons sont diverses : d'un côté l'augmentation du prix de papier et du coût d'imprimerie ainsi que la baisse des annonces publicitaires due à l'instabilité économique du pays, et de l'autre côté, la rivalité féroce des réseaux sociaux tels que Telegram et Instagram. À cela s'ajoute l'arrestation massive des journalistes renommés, souvent suivie de peines lourdes allant jusqu'à l'interdiction d'exercer leur métier à vie, et enfin la question des

---

<sup>101</sup> « Pourquoi les chiffres astronomiques de l'IRIB sont douteux ? », *Tabnak*, 30 novembre 2018

<sup>102</sup> « Le budget de l'IRIB et les inquiétudes de son directeur », *ISNA*, 21 février 2015

<sup>103</sup> Voir partie I-C-c

<sup>104</sup> « La moyenne du temps passé sur Telegram est bien plus importante que celle de la télé », *CITNA*, 18 janvier 2016

<sup>105</sup> « Le ministère de la Culture et l'Orientation islamique, lieu d'interrogatoire pour les journalistes », *RSF*, 23 mai 2012

<sup>106</sup> « Le prix du papier triple, le tirage des journaux chute », *Tabnak*, 19 janvier 2019



liens sulfureux que des politiques entretiennent avec certains directeurs de publication qui jouent le jeu des services de renseignement<sup>107</sup> et accentuent la pression sur les journalistes. L'arrestation de Pouyan Khoshhal en est un exemple révélateur : à la suite d'un article du journal *Kayhan* - qui réclame d'avoir une ligne téléphonique directe vers le Guide suprême - le journaliste est arrêté pour avoir écrit un article jugé insultant envers le troisième Imam des chiites. Le lendemain, son rédacteur en chef présente ses excuses et annonce avoir licencié le journaliste. Ce dernier a été arrêté alors qu'il essayait de quitter le pays de peur de représailles<sup>108</sup>.

La mainmise totale de l'État sur l'audiovisuel et la presse écrite est à un point tel que même le président iranien Hassan Rohani la reconnaît ouvertement : « Il n'y a pas de média libre dans ce pays. Il y a la radio-télévision publique, mais s'il y avait d'autres médias dans lesquels les personnes de toutes tendances s'exprimaient, il n'y aurait pas eu autant de personnes sur les réseaux sociaux. »<sup>109</sup> Autrement dit, c'est le manque de pluralisme médiatique qui fait que la population, les politiques et en l'occurrence les journalistes privilégient les réseaux sociaux comme outil d'expression et source d'information. En décembre 2018, alors que les accès à Telegram et Twitter sont bloqués, 15 ministres sur 25, et 100 députés sur 290 ont un compte Twitter. À cela s'ajoute les 200 députés qui détiennent leur propre chaîne Telegram<sup>110</sup>. Amir Rashidi du *Center for Human Rights in Iran* y voit le signe d'un échec annoncé :

« Ils savent parfaitement que s'ils veulent être influents ils doivent être présents sur toutes ces plateformes, et ils sont suffisamment intelligents pour se rendre compte que le blocage ou le filtering ne marche pas. Ils se disent "certes on a pu diminuer le nombre des gens présents sur ses réseaux, mais pour ceux qui y sont encore, on doit y être aussi afin de tenir notre position et de défendre nos idées". »<sup>111</sup>

---

<sup>107</sup> H. SHAHIDI, *Journalism in Iran: From Mission to Profession*, Routledge, Londres, 2007, pp 31-44

<sup>108</sup> « Journaliste arrêté pour "avoir insulté" Imam Houssein », *Radio Farda*, 25 Octobre 2018

<sup>109</sup> Discours tenu en janvier 2019 face aux hauts fonctionnaires du ministère de communication.

<sup>110</sup> Le journal *Iran*, proche du gouvernement Rohani :

[https://twitter.com/hojat\\_mortaji/status/1074540381390417920?s=21](https://twitter.com/hojat_mortaji/status/1074540381390417920?s=21)

<sup>111</sup> L'annexe n°10

Telegram a en effet facilité l'accès à d'autres sources d'informations. Les médias basés à l'étranger, par exemple, qui jusqu'alors ne touchaient que la population dotée d'antennes paraboliques (pourtant interdites en Iran<sup>112</sup>) ou des VPN. Ces médias, grâce à Telegram, ont pu créer un lien direct avec une bien plus grande partie de la population iranienne. De fait, celle-ci, aujourd'hui, a parfaitement conscience de la diversité des informations que Telegram lui propose. Elle est davantage politisée - et l'ampleur massive des émeutes de décembre 2017 le prouve<sup>113</sup>. Sa présence sur Telegram et surtout sa persévérance à y rester n'ont pas donné d'autre choix à ses dirigeants que celui d'un retour progressif et discret sur l'application<sup>114</sup>.

Cette diversification est en effet inédite dans l'histoire des médias en Iran. Jamais autant de personnes n'avaient eu l'accès à des flux d'information d'une telle intensité au sein de la société iranienne. Un phénomène technologique devenu en très peu de temps une véritable évolution sociétale permettant à pratiquement toutes les couches sociales du pays de s'informer et d'informer. Nemantollah Fazeli, anthropologue iranien, considère que Telegram est une opportunité inédite pour « démocratiser la culture de la pensée écrite » en Iran<sup>115</sup>. Car les Iraniens, selon lui, avaient une culture de discussion et d'échange oral qui se limitait souvent à un cercle fermé d'amis ou famille. Or, les chaînes et les groupes virtuels de Telegram obligent désormais les Iraniens à non seulement lire bien plus qu'auparavant, mais aussi à écrire. Écrire donc argumenter afin d'exprimer les sentiments ou pensées liées aux événements sociétaux ou les péripéties personnelles. Ainsi, selon M.Fazeli, naît une nouvelle expérience collective qui créera une identité civique certes virtuelle, mais à travers laquelle « une meilleure compréhension de l'autre sera possible. »<sup>116</sup> Une compréhension qui n'est plus liée qu'aux cercles restreints socio-économiques. En outre, Telegram a stimulé une pensée

---

<sup>112</sup> « Campagne de destruction des paraboles télé en Iran », *France24*, 21 décembre 2012

<sup>113</sup> « Iran : comprendre la crise en cinq questions », *Le Figaro*, 3 janvier 2019

<sup>114</sup> « Le retour discret des autorités à Telegram », *Radio Farda*, 8 Avril 2019

<sup>115</sup> « Telegram : une opportunité de démocratisation », *Sooremag*

<sup>116</sup> *Idem.*

critique au sein de la société iranienne : « Les grandes questions identitaires ont envahi le monde de Telegram, notamment au sujet de l'histoire récente, telles que la modernisation ou de l'industrialisation, et le prix à payer pour avancer ensemble dans cette direction. »<sup>117</sup> Des débats fort intéressants, selon Nemantollah Fazeli, « qui pour la première fois, ne se limitent pas aux élites, mais à toutes les couches sociales du pays.»<sup>118</sup> L'anthropologue iranien est persuadé que Telegram peut amener l'Iran vers « une véritable révolution sociale »<sup>119</sup> sans oublier de préciser que comme toutes les révolutions, celle-là aussi aura des impacts positifs et négatifs.

## B. Chaînes Telegram des médias

Le succès des chaînes de Telegram appartenant aux mouvements proches de Rohani pendant les élections législatives de 2016 et le fait que Telegram n'était pas encore bannie<sup>120</sup> ont poussé les journaux à créer leur propre chaîne. Rapidement les chaînes de *Etemad*<sup>121</sup> et *Shargh*<sup>122</sup>, deux quotidiens nationaux généralistes et proches des réformateurs, ont vu le jour, suivies par *Hamshahri*<sup>123</sup> (le quotidien le plus lu d'Iran) et *Jam-e-Jam*<sup>124</sup> (le journal de l'IRIB, proche des conservateurs). Aujourd'hui à l'exception d'un journal ultraconservateur<sup>125</sup>, tous les grands journaux iraniens ont leur propre chaîne dans lesquelles les informations sont, soit produites exclusivement pour la chaîne, soit réécrites en format Telegram<sup>126</sup> et puis diffusées, une fois que le papier est

---

<sup>117</sup> Idem.

<sup>118</sup> Idem.

<sup>119</sup> Idem.

<sup>120</sup> voir la partie II, chapitre A

<sup>121</sup> <https://t.me/EtemadOnline>

<sup>122</sup> <https://t.me/SharghDaily>

<sup>123</sup> La chaîne de *Hamshahri* a près de 11 500 abonnés <https://t.me/hamshahrinews>

<sup>124</sup> La chaîne de *Jam-e-Jam* compte près de 28 mille d'abonnés. <https://t.me/JamejamDaily>

<sup>125</sup> Le journal *Kayhan* à la suite de l'interdiction de Telegram en mai 2018, a arrêté toutes publications sur sa chaîne. Le quotidien dans son dernier post annonce qu'il utilisera désormais l'application *Soroush* [https://t.me/kayhan\\_news](https://t.me/kayhan_news)

<sup>126</sup> Telegram autorise jusqu'à quatre mille signes par message. Afin de rendre l'information plus facilement lisible sur les portables, les rédactions adaptent leur papier en faisant des résumés accentuant les points essentiels et les informations à retenir.

publié sur le site du journal. Ces “posts” peuvent être ensuite partagés dans les groupes de Telegram ou sur d’autres réseaux sociaux avec un lien URL.

La chaîne de *Etemad* compte aujourd’hui plus de 143 000 abonnés, une performance au regard du tirage à seulement 7 000 exemplaires dont 60 % d’invendus<sup>127</sup>, alors que certains articles publiés sur la chaîne sont vus et partagés des milliers de fois. À titre d’exemple, un article au sujet de la loi contre le blanchiment d’argent (GAFI), daté du 11 mars 2019, a été vu 1,4 millions fois et partagé 271 fois en moins de 24 heures.<sup>128</sup> « Nos posts de Telegram sont vus entre 10 000 à 15 000 fois en moyenne, précise Mojtaba Hosseini, rédacteur en chef du site *Etemad*, et près de 50 % d’eux sont partagés sur les réseaux sociaux. »<sup>129</sup> La clé de ce succès, selon lui, se trouve dans une interaction directe avec ses lecteurs sur Telegram : « Nous avons créé un lien de contact avec l’administrateur de la chaîne et je peux vous dire que plus de 35 % des contenus que nous produisons sur le site de *Etemad* sont faits à partir de la demande directe de nos lecteurs via Telegram. »<sup>130</sup> En outre, la chaîne fonctionne comme une vitrine :

« C’est là où tous nos produits sont présentés et mis en valeur. On y explique d’une façon résumée et concrète ce que l’internaute peut trouver en cliquant sur le lien qui renvoie soit au site soit à d’autres plateformes telles que Aparat, Youtube, Tamasha etc. dont chacune a son propre public. »<sup>131</sup>

Ainsi *Etemad* a réussi à diversifier son offre et à attirer plus de lecteurs. Le site revendique une moyenne de 70 000 visiteurs uniques par jour dont plus de 8 000 y arrivent pour la première fois via sa chaîne Telegram<sup>132</sup>.

---

<sup>127</sup> « Quel est le tirage des journaux ? », *Eghtesadonline*, 12 août 2018

<sup>128</sup> L’annexe n°4

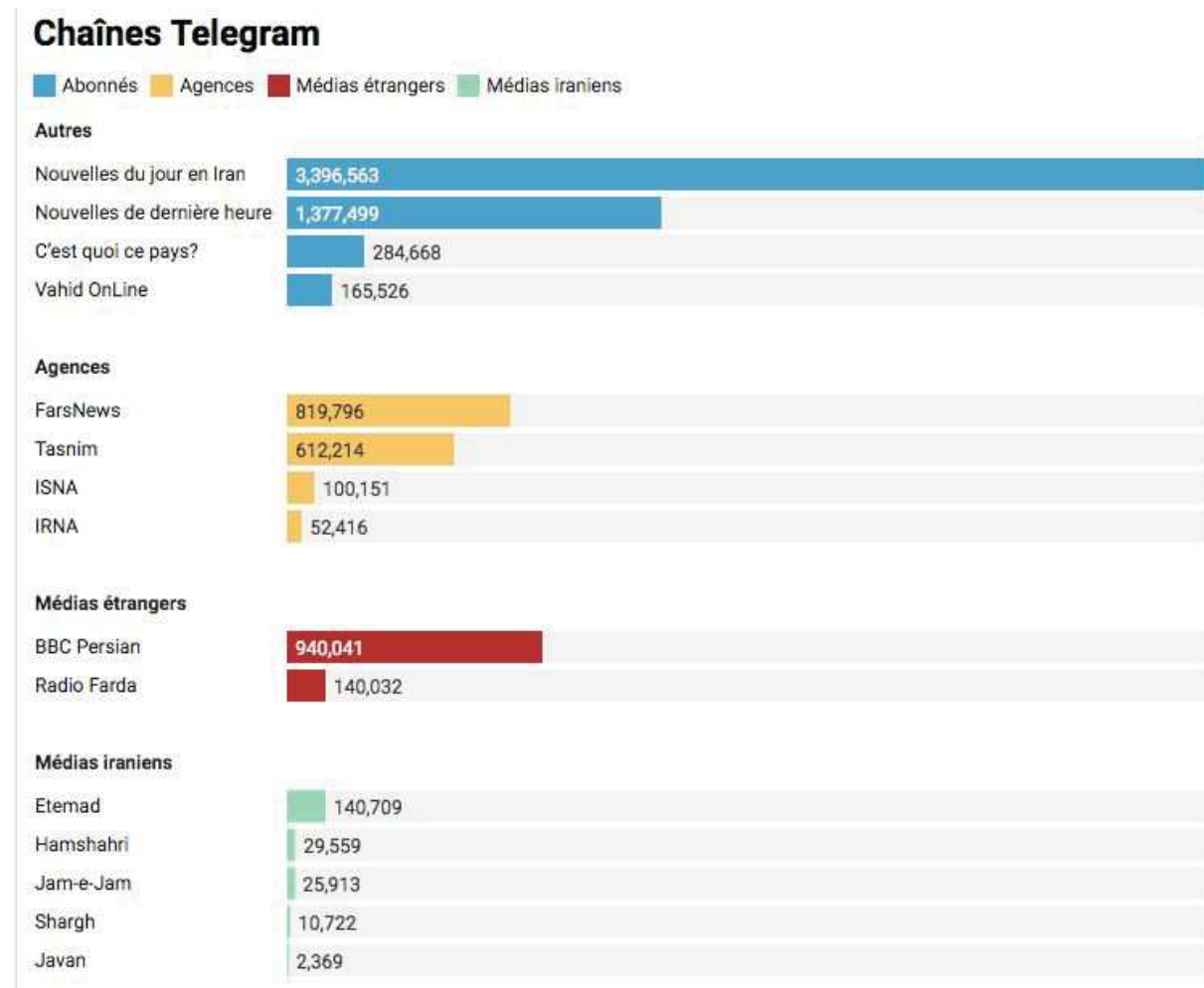
<sup>129</sup> Entretien avec l’auteur, voir annexe n°15

<sup>130</sup> Idem.

<sup>131</sup> Idem.

<sup>132</sup> Idem.

Outre les journaux, les agences officielles ou semi-officielles de l'État telles que *IRNA*<sup>133</sup> ou *FarsNews*, ainsi que les médias audiovisuels basés à l'étranger tels que *BBC Persian*<sup>134</sup> ou *Radio Farda*<sup>135</sup> se sont lancés dans l'aventure. Certains, comme la *BBC Persian*, atteignent aujourd'hui la barre symbolique des un million d'abonnés. D'autres, comme *FarsNews*, ont diversifié leur offre en créant des chaînes thématiques afin de cumuler les abonnés de niche<sup>136</sup>.



<sup>133</sup> L'IRNA a arrêté toute publication sur sa chaîne à la suite de l'interdiction de Telegram en mai 2018, [https://t.me/irna\\_1313](https://t.me/irna_1313)

<sup>134</sup> La chaîne BBC Persian a plus de 930 000 abonnés <https://t.me/bbcpersian>

<sup>135</sup> <https://t.me/radiofarda>

<sup>136</sup> L'agence Fars avec 4 chaînes différentes (International, national, sport et économie) sur Telegram compte plus de 1,5 millions abonnés. <https://t.me/farsna>

En effet, une autre clé du succès de Telegram est la segmentation de l'offre médiatique: elle a permis aux Iraniens de dépasser le clivage politique du pays - réformateurs versus conservateurs, ou les pro versus les contre régime - et de trouver leur centre d'intérêt dans la diversité de choix que proposent les chaînes de Telegram. Ainsi ont vu le jour des centaines de chaînes spécialisées, pratiquement, dans tous les domaines : de la critique d'art<sup>137</sup>, aux sciences sociales<sup>138</sup>, du sport<sup>139</sup> à l'actualité politique, etc. Certaines ont plus d'un million d'abonnés : *Akhbar-e-Rooz-e-Iran*<sup>140</sup> ("Nouvelles du jour en Iran" en français), avec plus de 3 millions d'abonnés, propose une sélection d'actualités iraniennes sans prendre parti. *Khabar-fouri*<sup>141</sup> ("Nouvelles de dernière heure" en français) partage tous les Breaking News avec ses 1,4 millions d'abonnés. *Mamlekaté ?*<sup>142</sup> ("C'est quoi ce pays?" en français) met en avant les informations d'un oeil satirique, voire cynique, et surtout critique, ce qui a séduit près de 300 000 abonnés. La réussite et la prospérité de cette diversification <sup>143</sup>, notamment pour les influenceurs, a incité certains à créer leur propre chaîne d'info : *Vahid-OnLine*<sup>144</sup>, par exemple, qui se veut « sélective et donc subjective » partage des contenus de tous les autres médias et réseaux sociaux avec plus de 165 000 d'abonnés.

Cependant, malgré ces avantages, cette diversité d'offre a causé un certain nombre d'inconvénients pour la profession. Premièrement, elle a fragilisé davantage le statut des journaux papiers. Placés sous l'oeil inquisiteur de l'appareil sécuritaire, affaiblis par l'instabilité économique et ébranlés par le départ massif de ses membres expérimentés,

---

<sup>137</sup> <https://t.me/Filmkootahh> avec près de 25 000 abonnés propose une sélection des meilleurs articles à propos du cinéma iranien et international.

<sup>138</sup> L'exemple de *Sociomedia* est intéressant : la chaîne propose spécifiquement des contenus, en format écrit, audio et vidéo, autour de la sociologie. Une source rare où l'on peut avoir accès à pratiquement tout ce qui se fait dans ce domaine en Iran. <https://t.me/SocioMedia>

<sup>139</sup> Avec près de 130 000 abonnés *Varzesh-3* est la chaîne de référence en Football.

<https://t.me/varzesh3> Il est aussi intéressant de savoir que tous les clubs de foot européens ont leur chaîne en persan !

<sup>140</sup> <https://t.me/irannews>

<sup>141</sup> [https://t.me/Khabar\\_Fouri](https://t.me/Khabar_Fouri)

<sup>142</sup> <https://t.me/mamlekate>

<sup>143</sup> La publicité numérique sur les chaînes influentes a pris des ampleurs inédites en Iran. Les annonceurs devraient attendre, parfois, deux à trois mois pour pouvoir passer leur pub sur certaines chaînes. Voir l'entretien avec le PDG de *Showrand*, Voir Annexe n°9

<sup>144</sup> <https://t.me/VahidOnline>

les journaux papiers perdent très vite la bataille face à Telegram<sup>145</sup>. La baisse de qualité et la persistance des *lignes rouges* imposées par l'État chassent le lectorat qui trouve son bonheur sur les chaînes Telegram. De fait, « la crédibilité de l'information qu'ils publient et l'utilité de leur travail sont mises en cause, » selon M. Hosseini. Deuxièmement, elle a accentué la circulation des *Fake News* au sein de la société iranienne. Des chaînes avec des millions d'abonnés<sup>146</sup> « dont le professionnalisme est fortement mis en cause, précise le rédacteur en chef de *Etemad*, des chaînes dont, pour certaines, on ne connaît même pas les dirigeants : l'opposition basée à l'étranger ? les services de renseignement iraniens ? Personne ne le sait. Cela aussi nuit à la crédibilité de la profession. »<sup>147</sup> Les professionnels des médias rencontrés dans le cadre de cette étude, tout en exprimant leurs inquiétudes à ce sujet, souhaitent la création d'instances de fact-checking dans la sphère numérique d'Iran<sup>148</sup>.

### C. Chaînes Telegram des journalistes

Telegram devient une aubaine pour les journalistes dont la marge de manoeuvre était limitée jusqu'alors à une poignée de journaux très peu lus, ou à un cercle plutôt restreint d'internautes persistants qui via les VPN contournaient le blocage des réseaux sociaux tels que Twitter. Beaucoup se sont prêtés au jeu dès 2015, soit au début de la campagne des législatives. Depuis, leur nombre ne cesse d'augmenter. Aujourd'hui, pratiquement tous les journalistes renommés ont leur propre chaîne dont le nombre d'abonnés dépasse celui de certains grands journaux du pays. Celle de Ahmad Zeidabadi, par exemple, en compte près de 29 000<sup>149</sup>. Condamné à 6 ans de prison ferme avec une interdiction à vie d'exercer son métier, M. Zeidabadi est lauréat de *La*

---

<sup>145</sup> Voir l'annexe n°15

<sup>146</sup> AmadNews, par exemple, qui sera fermée par Telegram pour avoir incité à la "violence" durant les émeutes de décembre 2017.

<sup>147</sup> Voir annexe n°15

<sup>148</sup> Voir annexes n°11 et 15

<sup>149</sup> <https://t.me/ahmadzeidabad>



*Plume d'or de la liberté* en 2010 décerné par l'Association mondiale des journaux (WAN-IFRA), et du Prix mondial de la liberté de la presse UNESCO / Guillermo Cano en 2011<sup>150</sup>. Sa chaîne est aujourd'hui le seul média qui lui permette de s'exprimer et le seul espace où les Iraniens peuvent le lire<sup>151</sup>. À l'instar de ce post envoyé le 4 Juin 2019 à midi et vu plus de 33 000 fois en 24 heures, ses écrits sont très attendus, souvent largement débattus et partagés sur les réseaux sociaux. Nombreux sont ceux comme M. Zeidabadi à qui Telegram a ouvert une fenêtre vers le monde d'extérieur.



Vous vous êtes trompé M. Motahari !

Au sujet de l'affaire de Mohammad Najafi, Ali Motahari écrit : « On dit, et M. Najafi l'a confirmé aussi, que certaines personnes engagent des femmes espionnes et puis prennent des films et des photos pour faire taire les politiques ou les dissidents. Ces méthodes sont certes acceptées et banalisées dans le monde, mais il ne faut pas oublier qu'elles sont interdites pour un musulman. »

M. Motahari, je vous le demande, où avez-vous trouvé ça ? Dans quel coin du monde, ces pratiques sont admises ? Ces méthodes ne sont permises nul part dans le monde. Il y a des peines bien plus lourdes pour des actes bien plus mineurs. N'oublions pas que Richard Nixon est tombé juste pour avoir mis sur écoute une réunion du Parti démocrate.

<sup>150</sup> <https://en.unesco.org/prizes/guillermo-cano>

<sup>151</sup> Entretien avec M. Zeidabadi. Voir Annexe n°14



Il a aussi ouvert une fenêtre vers l'intérieur du pays. Cette fois, pour les journalistes qui, travaillant pour les médias étrangers considérés comme hostiles à l'État, ne peuvent plus aller en Iran. C'est le cas de Hossein Bastani. Arrêté, emprisonné et forcé à l'exil<sup>152</sup>, il travaille actuellement pour la BBC Persian. Sa chaîne<sup>153</sup> Telegram, avec près de 24 000 d'abonnés, fait partie des plus lues. À titre d'exemple ce post envoyé le 1<sup>er</sup> Juin 2019, à 4 heure du matin, a été vu plus de 51 000 fois en 12 heures seulement. Comme il l'atteste dans un entretien avec l'auteur, sa chaîne est l'un des rares moyens qui lui reste pour garder un contact direct avec la population iranienne<sup>154</sup>.



/ Fiqh préfère les fraudes au non-respect du foulard islamique /

M. AlamElhoda, le représentant du Guide dans la province de Khorasan, dit : « Les fraudes et le non-respect du foulard islamique sont mauvais, mais les fraudes sont dissimulées alors que le non-respect du foulard islamique est ostensiblement une insulte envers la religion, et une déclaration de guerre contre Dieu. »

Autrement dit, l'interprétation "religieuse" de ces messieurs se limite désormais à une priorité. Celle des vêtements pour les femmes et non des fraudes, car la fraude est cachée. Le reste importe peu.

En effet, Telegram a ouvert un nouveau chapitre en ce qui concerne l'interaction entre les journalistes et leur public. Jusqu'à l'arrivée des réseaux sociaux en général et Telegram en particulier, les limites du travail journalistique se définissaient entre *les lignes rouges* établies par la censure étatique et les convictions politiques de chaque rédaction - proches des conservateurs, ou des réformateurs. Une telle approche met en

<sup>152</sup> <http://www.rsf-persan.org/article7687.html>

<sup>153</sup> <https://t.me/BBCHosseinBastani>

<sup>154</sup> Entretien avec M. Bastani. Voir l'annexe n°12

cause la déontologie journalistique, selon Reza Moini, le responsable du bureau Iran de Reporters Sans Frontières. Or, « on constate, précise-t-il, que les écrits des journalistes sur les réseaux sociaux sont souvent plus radicaux, plus osés, ou en tous cas, donnent l'impression d'une aisance<sup>155</sup>. » Un constat que partage M. Zeidabadi :

« Sur Telegram, il n'y a pas d'auto-censure. C'est au journaliste de prendre la décision de la publication et il la prend en prenant des précautions qui lui semblent importantes, du point de vue sécuritaire mais aussi éditorial. Résultat : il est moins limité, sa créativité aussi. »<sup>156</sup>

Cette évolution, selon M. Moini, est dûe en grande partie à l'interaction directe avec les lecteurs :

« C'est eux qui exigent autre chose que ce que l'on trouve dans les médias traditionnels, c'est eux aussi qui, avec leurs réactions et commentaires, obligent le journaliste à dire d'autres choses, ou au moins à écrire les mêmes choses différemment, sur un autre ton. Et puis, les journalistes savent aussi qu'ils peuvent toucher, via les réseaux sociaux, un bien plus grand nombre de personnes, alors que les journaux en Iran sont très mal distribués et très peu lus. »<sup>157</sup>

Cependant, comme le souligne M. Bastani, afin que cette interaction soit optimale « il ne faut pas se limiter aux chaînes Telegram, » car les échanges de commentaires, comme dans un forum de discussion ou sur Facebook et Twitter, n'y sont pas possibles<sup>158</sup>. En revanche, combiner les applications peut être une solution :

« J'ai une interaction très élevée avec mes followers sur Twitter. La combinaison de ces deux applications m'a permis de combler le manque d'interaction sur Telegram. J'ai aussi créé un compte administrateur sur Telegram qui permet aux gens de m'envoyer des messages. Car je souhaite que la pratique de la pensée critique se développe parmi les iraniens. »<sup>159</sup>

---

<sup>155</sup> Entretien avec M. Moini. Voir l'annexe n°11

<sup>156</sup> Op.cit (139)

<sup>157</sup> Op.cit (143)

<sup>158</sup> Voir la partie II chapitre B

<sup>159</sup> Entretien avec M. Bastani. Voir l'annexe n°12

Il ressort avec évidence que les nouveaux outils de communication, Telegram en premier, ont largement contribué à faire évoluer le lien entre les journalistes et leur public en Iran. Un lien renforcé notamment par le rôle que jouent les lecteurs et par l'importance que les journalistes donnent à leurs avis. Telegram a aussi permis la création d'un nouvel espace d'échange et d'interaction dans lequel un autre aspect du journalisme est né, celui de journalisme citoyen numérique.

## D. Telegram et le journalisme citoyen

Le journalisme citoyen, certes polémique lorsque sa part d'activisme prévaut sur celle de journaliste, s'avère souvent précieux pour une société civile dépourvue de tout médium indépendant<sup>160</sup>.

Constitué d'un corps professionnel, incluant des journalistes dont l'autorisation d'exercer a été retirée par la justice, et d'amateurs, passionnés d'information, le journalisme citoyen à l'ère numérique en Iran s'est fait connaître pendant les émeutes de 2009, mais c'est l'arrivée de Telegram qui a amplifié son impact. Le dernier exemple en date remonte aux inondations du printemps 2019. Alors que 25 des 31 provinces du pays sont touchées et plus de 120 personnes tuées, le silence règne dans les médias traditionnels. Les journaux étant en vacances (deux semaines pour la fête de nouvel an persan), l'IRIB est le seul média censé couvrir la catastrophe naturelle. Ce dernier se contente de diffuser les réactions des autorités, alors que les journalistes citoyens témoignent, dès la première heure, de l'ampleur des dégâts sur les réseaux sociaux, notamment sur Telegram - l'application est pourtant interdite depuis le 1<sup>er</sup> mars 2018.

---

<sup>160</sup>M. SADEGHI, *Le journalisme citoyen à l'ère numérique*, Université Bordeaux 3, 2013, pp. 417- 447



La suite de la crise... L'inondation et la coupure de l'électricité dans 70 communes à l'est de Mazandaran.

À l'instar de cette photo<sup>161</sup> envoyée le lendemain du réveillon - vue 1,54 millions de fois et partagée 276 000 fois en seulement 24 heures - ces témoignages émeuvent et font rapidement réagir la population. Les organisations non-gouvernementales se mobilisent. Des dizaines de célébrités, indignées de l'inefficacité des mesures entreprises par les autorités, se rendent sur place<sup>162</sup>. Leurs déplacements coïncident avec la lenteur de l'envoi des aides alors que *le Croissant Rouge iranien* annonce l'arrivée « de dons populaires sans précédent. »<sup>163</sup> Ce qui enflamme davantage la rage de la population sur les réseaux sociaux. Le gouvernement se voit obligé de réagir. Le préfet du Golestan - une des provinces les plus touchées - est démis de ses fonctions<sup>164</sup>, et le président, dans une déclaration officielle à la télévision publique, tente

<sup>161</sup> Source *Telegraphy* - le Centre d'Étude Numérique de l'université de Téhéran

<sup>162</sup> « Le rôle polémique des célébrités durant les récentes inondations », *Fararu*, 7 Avril 2019

<sup>163</sup> « Le record des dons populaires est battu », *IranOnline*, 8 Avril 2019

<sup>164</sup> « Le préfet de la province Golestan a été remercié », *FarsNews*, 23, mars 2019

d'expliquer la complexité d'une telle opération d'envergure, et promet une meilleure organisation de l'acheminement des aides aux victimes dans les jours à venir<sup>165</sup>.

En attendant, ce sont les journalistes citoyens présents sur place qui jouent le rôle de coordinateurs. Comme en atteste ce message<sup>166</sup> - relayé sur Telegram et vu 1,39 millions de fois - demandant à tous les agriculteurs de la province Golestan, ayant un tracteur, de venir en aide aux inondés :



#BreakingNews : Les agriculteurs de la province Golestan, ayant un tracteur, Venez aider les inondés, on a besoin de vous. #SVP\_faites\_passer\_ce\_message

<sup>165</sup> « Le Président exige une meilleure organisation d'envoi des aides aux victimes des inondations », *MehrNews*, 27 mars 2019

<sup>166</sup> Source *Telegraphy* - le Centre d'Étude Numérique de l'université de Téhéran

Une fois la tempête naturelle et médiatique passées, l'heure est au bilan. Le directeur de l'Institut de Recherche sur les médias (liée au ministère de la Culture et de l'Orientation islamique), publie un article<sup>167</sup> dans le journal officiel du gouvernement. Détaillant le rôle « indéniable de Telegram durant la phase d'aide aux inondés, » il écrit : « l'ironie de l'histoire, c'est que Telegram est le premier média du pays et pourtant il est toujours interdit. » De l'autre côté, les autorités juridiques s'inscrivent en faux contre la volonté du gouvernement d'une éventuelle levée de l'interdiction de l'application. Le procureur général Mohammad Jafar Montazeri, insistant sur le fait que l'utilisation de Telegram est un délit, déclare que « toutes les publications sur la question [des inondations] seraient considérées comme une atteinte à la sécurité nationale. »<sup>168</sup> Résultat : 24 personnes sont arrêtées pour « publication de rumeurs et fausses informations destinées à troubler l'opinion publique. »<sup>169</sup>

D'autres événements tels que les émeutes de décembre 2017<sup>170</sup> et la grève des ouvriers de *Haft-Tapeh* en novembre 2018<sup>171</sup> témoignent aussi de l'importance de Telegram dans la diffusion des informations sur les manifestations et la mobilisation des manifestants. Néanmoins, force est de constater que dans tous ces événements, les appareils sécuritaires de l'État, avec l'appui des instances judiciaires n'ont pas cessé de mettre tout en œuvre afin de limiter l'impact de ces interactions virtuelles. Cette cyberguerre fera l'objet d'étude dans le chapitre suivant.

---

<sup>167</sup> « Média en crise », le Journal *Iran*, 8 Avril 2019

<sup>168</sup> « Procureur général : la diffusion de fausses informations est un délit », *IRNA*, 3 avril 2019

<sup>169</sup> « L'arrestation des propagateurs des rumeurs », *MizanOnline*, 13 avril 2019

<sup>170</sup> « Ce qu'il faut retenir des manifestations en Iran », *Le Monde*, 31 décembre 2017

<sup>171</sup> « Grève dans le secteur sucrier en Iran : quatre arrestations », *AFP*, 19 novembre 2018

## E. Telegram et la censure

Leo Strauss, dans son analyse du Hiéron de Xénophon, écrit : « La tyrannie d'aujourd'hui, contrairement à la tyrannie classique, dispose de la “technologie” et de la “science”.<sup>172</sup> » Ce sont ces attributs qui lui permettent de se transformer en appareil de domination et de répression. À l’instar de tous les régimes autoritaires contemporains, la république islamique d’Iran n’hésite pas à en faire l’usage, comme le souligne M. Moini, responsable du bureau Iran de RSF :

« La république islamique d’Iran mène une vraie guerre contre l’information. Sa grande peur est celle d’une société informée. Pour gagner cette guerre, le régime se bat sur deux champs : le champs de la manipulation et les fake News, et le champs de l’interdiction et le contrôle. »<sup>173</sup>

En effet, parallèlement au développement de son « Internet national »<sup>174</sup>, l’État iranien continue à identifier, poursuivre et réprimer toute activité numérique qu’il considère comme hostile aux intérêts du régime. Une mission confiée à la cyber-police (FATA), sous l'autorité du ministère de l'Intérieur, et à la cyber-armée du Corps des Gardiens de la révolution<sup>175</sup>, auxquelles s’ajoutent plus de 18 000 membres du *Basij* qui, « bénévolement veillent sur Internet et signalent toutes infractions et crimes commis sur les réseaux sociaux au procureur général, » selon le substitut du procureur général du pays Abdolsamad Khoramabadi<sup>176</sup>. Cette armée de masse surnommée « l’armée des soldats anonymes de l’Imam caché »<sup>177</sup> est entraînée par le service de renseignement iranien. Sa force de frappe a drastiquement augmenté durant le premier mandat du président Rohani (2013 - 2017), selon le dernier rapport de l’ONG *Center for Human*

---

<sup>172</sup> Leo STRAUSS, « Introduction » à *De la tyrannie*, Gallimard, Paris 1997, p.38

<sup>173</sup> Voir Annexe n°11

<sup>174</sup> Voir la partie I, chapitre D

<sup>175</sup> « Internet in chains », *Center for Human Rights for Iran*, novembre 2014, pp. 33-39

<sup>176</sup> « Collaboration de 18 000 bénévoles pour veiller sur le net », *ISNA*, 8 février 2017

<sup>177</sup> En référence à Mohammad al-Mahdi, le douzième imam des chiites duodécimains qui aurait été, selon le dogme, occulté vers 874 apr.J.-C, pour réapparaître à la fin des temps afin d’instaurer sur terre une ère de justice et de paix.

*Rights in Iran*, qui fait état « d'en moyenne cinq cyber-attaques étatiques par semaine, ciblant particulièrement les comptes Telegram de journalistes et d'activistes<sup>178</sup>. » Les méthodes utilisées ainsi que les personnes visées, ne laissent aucun doute quant au fait que les hackers ont dû avoir accès aux infrastructures de télécommunication du pays. De fait, ils auraient certainement été soutenus par l'État iranien<sup>179</sup>.

Leur méthodes sont aussi variées que sophistiquées : les attaques par déni de service (*DoS attack*), ou par hameçonnage (*phishing*), ou via des applications et logiciels malveillants, ou encore par le piratage des codes d'identification (*Message Tapping*)<sup>180</sup>. Celles-ci varient selon les motifs. Parfois, les hackers ont piraté le compte d'un journaliste tout en restant discret afin de mieux surveiller les échanges. D'autres fois, ils en ont profité pour diffuser de fausses informations afin de nuire à sa réputation, ou encore pour les utiliser ensuite « comme des preuves irréfutables » durant les interrogations. C'est ce que nous ont confirmé, sous couvert d'anonymat, les journalistes rencontrés pour cette étude. « Notre quotidien se résume en une phrase : une quête permanente pour une bouchée de pain, boule au ventre, » nous confie l'un d'eux tout juste libéré sous caution en attendant son procès. En 2018, RSF a recensé les arrestations de 12 journalistes directement liées à leurs écrits sur Telegram<sup>181</sup>. *Amnesty International* a dénombré 50 professionnels de médias placés en détention dont « au moins 20 condamnés à de sévères peines d'emprisonnement ou de flagellation à l'issue de procès iniques. »<sup>182</sup>

Les autorités iraniennes ne se limitent pas aux frontières du pays. Elles mènent aussi une campagne de harcèlement des journalistes iraniens basés à l'étranger, comme en atteste le dernier rapport de RSF au sujet du cyberharcèlement : « Fin 2017, une

---

<sup>178</sup> « Guards at the gate », *Center for Human Rights in Iran*, 2018, p.48

<sup>179</sup> *Idem*.

<sup>180</sup> *Idem*, pp 50 - 57

<sup>181</sup> « Récit de la répression contre la liberté de l'information en Iran », *RSF*, 28 janvier 2019

<sup>182</sup> « Iran. L'année de la honte : répression effroyable de la dissidence, plus de 7 000 personnes arrêtées en 2018 », *Amnesty International*, 24 janvier 2019



journaliste de la BBC s'est ainsi retrouvée en ligne de mire. Sa sœur est arrêtée en Iran, et des messages douteux sont envoyés depuis son compte Facebook à la journaliste pour pouvoir accéder à des informations. »<sup>183</sup> En outre, la justice iranienne a gelé les avoirs en Iran de plus de 150 personnes travaillant ou ayant travaillé pour la BBC. La chaîne britannique affirme que ses journalistes et leurs familles ont subi d'autres mesures répressives de la part des autorités iraniennes, telles que des détentions arbitraires, la confiscation de leurs passeports et des interdictions de déplacement<sup>184</sup>. En effet, de nombreux journalistes iraniens vivant à l'étranger sont victimes d'hameçonnage ou de logiciels malveillants. Leur boîtes mails, ou leurs comptes sur les réseaux sociaux sont hackés via des liens frauduleux dans le but d'accéder à leurs sources, comme le détaille le rapport du *Center for Human Rights in Iran*<sup>185</sup>.

Outre le cyberharcèlement, la censure des sites en Iran règne toujours d'une main de fer. À en croire le ministre des Technologies de l'information et de la communication, en moins de trois ans, c'est-à-dire de 2014 à 2017, « plus de 7 millions de sites et 121 logiciels et VPN importants ont été bloqués.<sup>186</sup> » Ce qui est « sans précédent et prouve le bon fonctionnement du filtrage intelligent, » selon le ministre<sup>187</sup>. Le système dit de «filtrage intelligent» est lancé officiellement en 2016, sous le premier mandat de Rohani, avec un budget initial de 36 millions de dollars. En collaboration avec 11 centres d'étude et universités, il a pour objectif de mener «une véritable guerre en ligne afin de préserver les lignes rouges [de l'État]», selon le vice-ministre des Technologies de l'information<sup>188</sup>. Difficile de connaître la technologie exacte ou les logiciels utilisés pour élaborer ce système. Le régime iranien veille à ce que ces informations restent secrets.

---

<sup>183</sup> « Harcèlement en ligne des journalistes : quand les trolls lancent l'assaut », *RSF*, 1 août 2018, p. 28

<sup>184</sup> « La BBC sollicite l'ONU pour ses journalistes en Iran », *Reuters*, 12 mars 2018

<sup>185</sup> « Hackers Exploit Android Phone Security Flaw to Target Activists », *Center For Human Rights in Iran*, 31 août 2016.

<sup>186</sup> « Le blocage des contenus immoraux sur Telegram », *ISNA*, 6 juin 2017

<sup>187</sup> *Idem*.

<sup>188</sup> « 110 milliards de toman pour le filtrage intelligent », *ISNA*, 14 février 2016

Cependant, certains experts y voient une copie du système chinois<sup>189</sup>. En effet, *Reuters* a révélé en 2012<sup>190</sup> que l'entreprise chinoise *ZTE* a fourni aux Iraniens des logiciels dotés de la technologie de l'inspection profonde de paquets (IPP). Ces logiciels permettent le contrôle en temps réel du trafic et le filtrage des contenus de réseaux, et peuvent faciliter considérablement la censure sur Internet.

Par conséquent, force est de constater que malgré une nette amélioration des interactions entre les journalistes et la population iranienne, les professionnels des médias vivent et travaillent toujours sous le couperet de la censure. Les nouvelles technologies de la communication, notamment les réseaux sociaux, y compris Telegram, n'ont pas pu leur permettre de la contourner totalement, en tout cas pas sans en payer un prix très élevé.

---

<sup>189</sup> « L'audience de l'IRIB et le budget du filtrage », *Center for Human Rights in Iran*, 19 février 2016

<sup>190</sup> « Chinese firm helps Iran spy on citizens », *Reuters*, 22 mars 2012

## CONCLUSION

Au cours de ce mémoire, nous avons tenté de comprendre quel pouvait être le rôle de l'application de messagerie Telegram au sein de la société iranienne, et son impact sur le travail des journalistes iraniens. À l'instar de WhatsApp au Brésil et en Turquie<sup>191</sup>, Telegram a en effet remplacé les réseaux sociaux en Iran. Des démarches administratives et commerciales aux communications publiques et privées, Telegram est présent partout. Il a facilité les échanges entre la population et la diaspora iranienne, renforcé l'accès à l'information, amplifié le débat sociétal et politisé davantage différentes couches sociales du pays. Il pourra aussi participer - pour reprendre le terme de Nemantollah Fazeli, anthropologue iranien - à la démocratisation d'une pensée écrite au sein de la société.

Sa devise qui se résume en une phrase (échapper à la surveillance des autorités), et ses fonctionnalités innovantes (notamment les chaînes) expliquent en grand partie son succès en Iran. La divergence de méthode pour contrôler le flux d'information, au sommet du pouvoir iranien, a également permis à Telegram de se placer en tête des sources d'information. Car répondant à des impératifs politiques et communicationnelles, une partie du régime, notamment les réformistes, a participé à sa promotion au sein de la société.

Telegram a joué un rôle indéniable dans l'évolution de la profession du journalisme en Iran. L'application a permis une diversification de l'offre médiatique qui distance désormais les tendances politiques omniprésentes dans la sphère médiatique du pays depuis la révolution 1979. Elle a aussi modifié l'accès à l'information et permis aux journalistes d'exercer leur profession différemment, en renforçant l'échange et en

---

<sup>191</sup> Voir le rapport 2019 de l'institut Reuters, p.18-20

accentuant l'interaction avec leurs publics. Telegram est une aubaine pour les journalistes privés du droit d'exercer leur métier dans les médias basés en Iran. Il l'est aussi pour ceux qui travaillent à l'étranger et ne peuvent plus rentrer dans leur pays natal.

En revanche, Telegram n'a pas pu permettre aux journalistes de contourner totalement la censure. Certes, la détourner ou l'esquiver est toujours possible, mais souvent ils en paient le prix. L'État iranien, malgré certaines divergences de méthodologie, se tient droit dans ses bottes et règne toujours d'une main forte, appliquant une censure implacable et exerçant une répression sans faille. Il a dépensé des milliards d'euros afin de créer les infrastructures nécessaires dotées d'une technologie de pointe pour mener à bien sa cyberguerre, car il a bien conscience que « l'avenir de la révolution islamique en dépend. »<sup>192</sup>

L'Iran, hélas, n'est pas une exception. Le dernier rapport de Reporters sans frontières (RSF) fait état d'un renforcement de l'emprise des régimes autoritaires sur les médias. La situation du journalisme dans 180 pays, étudiés par RSF, révèle « le déclenchement d'une mécanique de la peur très préjudiciable à l'exercice serein du journalisme.<sup>193</sup> » RSF juge la situation des journalistes dans 40 % de ces pays difficile, voire très difficile. L'Iran a perdu 6 place en un an et se trouve à la 170e rang. Il est considéré comme « l'une des plus grandes prisons de journalistes au monde.<sup>194</sup> »

Ce qui fait de l'Iran une exception, c'est la complexité identitaire de son système politique. Un régime qui se veut à la fois islamique et républicain. Doté d'une volonté totalitaire de tout contrôler selon les lois islamiques, et d'un besoin de donner

---

<sup>192</sup> Voir le discours de Hassan Rahimpour Azadi, le célèbre théoricien du régime et membre du Conseil suprême de la révolution culturelle : « *L'avenir de la révolution islamique dépend du monde numérique* », *ITanalyze*, 17 février 2016

<sup>193</sup> « Classement mondial de la liberté de la presse 2019 : la mécanique de la peur », *Reporters Sans Frontières*, 2019

<sup>194</sup> Idem

l'apparence du pluralisme. Une équation qui ne lui a pas toujours permis d'unifier ses forces, au contraire. Elle a créé davantage de conflits au sein du pouvoir, résultant des retards considérables dans ses « grands projets sociétaux », tels que le projet d'*Internet National* ou le blocage de Telegram. Deux projets qui ont constitué un véritable défi idéologique et technologique pour le pouvoir exécutif et les instances juridiques et sécuritaires.

Tout au long de ce travail de recherche, et à travers le cas de Telegram, nous avons tenté de donner un aperçu de cette complexité. Cependant, force est de constater que beaucoup reste à faire. Ce mémoire est rédigé à partir d'une série d'entretiens, qui ne représente pas toute la société iranienne. Manquent surtout les responsables ou les journalistes des médias proches des institutions étatiques et des mouvements conservateurs qui tous ont refusé de répondre à nos questions.

Autre manquement de ce mémoire c'est le fait que nous disposons de très peu de données fiables sur l'état d'avancement technologique et les mesures entreprises par l'État iranien afin de mieux contrôler l'accès à l'Internet. Et cela pour deux raisons : d'abord parce que très peu d'études indépendantes ont été menées à ce sujet, et puis parce que ces mesures sont relativement récentes, et donc mesurer leurs impacts éventuels nécessite plus de temps et de moyens dont nous disposons pour un mémoire universitaire.

Il sera notamment, intéressant d'observer, dans les années à venir, comment le régime iranien tentera de rattraper son retard pour créer une copie parfaite du modèle chinois au Moyen-Orient. Il sera également intéressant d'étudier la réaction que celle-ci déclencherait au sein de la société civile, des internautes de lambda, des dissidents et bien sûr des journalistes.



# BIBLIOGRAPHIE

## Livres et recherches universitaires

ASNAFI Amir-Reza, MORADI Shima, DOKHTESMATI Mohadeseh PAKDAMAN-NAEINI Mayram - *Using Mobile-Based Social Networks by Iranian Libraries: The Case of Telegram Messenger*, University of Nebraska-Lincoln, Juin 2017.

CHAFIQ Chahla - *Islam politique, sexe et genre : à la lumière de l'expérience iranienne* - Paris, Puf, 2011.

Cemoti (*Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*), n°20, pp.13-45,1995, «Médias et pouvoir en Iran».

KYANVAR Mohamed Ali - *Médias et mouvements sociaux en Iran au vingtième siècle* - Chapitre VII «La télévision au service de l'islam et de l'éducation islamique», Université Grenoble 3, 1992.

MAHDIZADEH-TALESHEI Mohamad - *The role of "telegram" as a social network in advertising about the 12th presidential election Iran* - New Media Studies, Allameh Tabataba'i University, 2017.

PILVAR Nahid - *La presse iranienne depuis la révolution islamique: les deux âges d'or 1978-1979 et 1997-1998* - Université Grenoble Alpes, 2015.

SADEGHI Mehrdad - *Le journalisme citoyen à l'ère numérique, Etude de cas : les médias citoyens en persan* - Université Bordeaux 3, mai 2013.

SALAMATIAN Ahmad - *L'Iran : la révolte verte* - Paris, éditions Delavilla, 2010.

SHAHIDI Hossein - *Journalism in Iran: From Mission to Profession* - Routledge, Londres, 2007.

SREBERNY Annabelle, KHIABANY Gholam - *Blogistan: the Internet and Politics in Iran* - New York, I.B. Tauris, 2010.

STRAUSS Leo, *De la tyrannie*, «Introduction», Gallimard, Paris 1997

## Rapports des organisations non gouvernementales

Rapport annuel de *Transparency International*, 2018, <https://www.transparency.org/country/IRN>  
«Iran Adtech Overview», *TechRasa Report* 2018,

<http://techrasa.com/wp-content/uploads/2018/07/Iran-AdTech-Overview-2018.pdf>

«Guards at the gate» *Center for Human Rights in Iran*, 2018,

<https://www.iranhumanrights.org/wp-content/uploads/EN-Guards-at-the-gate-High-quality.pdf>

«Harcèlement en ligne des journalistes : quand les trolls lancent l'assaut», *Reporters Sans frontières*, août 2018,  
<https://rsf.org/fr/actualites/rsf-publie-son-rapport-harcelement-en-ligne-des-journalistes-quand-le-s-trolls-lancent-lassaut>

«Internet filtering in Iran», *Open Net Initiative*, 2009,  
[https://opennet.net/sites/opennet.net/files/ONI\\_Iran\\_2009.pdf](https://opennet.net/sites/opennet.net/files/ONI_Iran_2009.pdf)

«Internet in chains», Center for *Human Rights for Iran*, novembre 2014,  
[https://www.iranhumanrights.org/wp-content/uploads/Internet\\_report-En.pdf](https://www.iranhumanrights.org/wp-content/uploads/Internet_report-En.pdf)

«Iran events of 2009», *Human Rights Watch*,  
<https://www.hrw.org/world-report/2010/country-chapters/iran>

«Mapping Iran's Online Public: Politics and Culture in the Persian Blogosphere», *Harvard Internet and Democracy project*, Avril 2008  
[https://cyber.harvard.edu/publications/2008/Mapping\\_Irans\\_Online\\_Public](https://cyber.harvard.edu/publications/2008/Mapping_Irans_Online_Public)

«Quarante ans de mensonges d'Etat : RSF dévoile l'existence d'un fichier inédit de la justice iranienne», *Reporters Sans Frontières*, Février 2019,  
<https://rsf.org/fr/actualites/quarante-ans-de-mensonges-detat-rsf-devoile-l'existence-dun-fichier-inedit-de-la-justice-iranienne>

«Tightening the net The internet in the time of currency crisis», *Article 19*, octobre 2018,  
[https://www.article19.org/wp-content/uploads/2018/10/TTN-6\\_Eng\\_10.18.pdf](https://www.article19.org/wp-content/uploads/2018/10/TTN-6_Eng_10.18.pdf)

«Reuters Institute Digital News Report 2019»  
[https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/sites/default/files/2019-06/DNR\\_2019\\_FINAL\\_0.pdf](https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/sites/default/files/2019-06/DNR_2019_FINAL_0.pdf)

«Classement mondial de la liberté de la presse 2019 : la mécanique de la peur», *Reporters Sans Frontières*, 2019  
<https://rsf.org/fr/classement-mondial-de-la-liberte-de-la-presse-2019-la-mecanique-de-la-peur>

## Rapports des organisations gouvernementales

Rapport 2019 du *Centre pour les Sondages des Étudiants Iraniens (ISPA)*,  
<http://ispa.ir/Default/Details/fa/2030/%D9%81%DB%8C%D9%84%D8%AA%D8%B1%DB%8C%D9%86%DA%AF-%DA%86%D9%87-%D8%A7%D8%AB%D8%B1%DB%8C-%D8%A8%D8%B1-%D8%A7%D8%B3%D8%AA%D9%81%D8%A7%D8%AF%D9%87-%D8%A7%D8%B2-%D8%AA%D9%84%DA%AF%D8%B1%D8%A7%D9%85-%D8%AF%D8%A7%D8%B4%D8%AA%D8%9F>

Rapport 2018 du *Centre national de Statistiques* de l'Iran,  
[https://www.amar.org.ir/Portals/0/Files/fulltext/1396/N\\_Salname\\_Keshvar\\_96.pdf](https://www.amar.org.ir/Portals/0/Files/fulltext/1396/N_Salname_Keshvar_96.pdf)

Rapport 2017 de *l'Union internationale des télécommunications* des Nations unies,  
<https://www.itu.int/net4/itu-d/idi/2017/index.html#idi2017economy-card-tab&:amp;:IRN>



## Articles de presse

- «Iranian journalist faces manslaughter charge», *journalism.co.uk*, 9 Mai 2003  
<https://www.journalism.co.uk/news/iranian-journalist-faces-manslaughter-charge/s2/a5635/>
- «Iran's president defends web control», *BBC*, 12 Décembre 2003  
<http://news.bbc.co.uk/2/hi/technology/3312841.stm>
- «Nouvelle ère du blocage des sites dans le pays», *Hamvatan*, Avril 2009  
<http://www.hamvatansalam.com/news128805.html>
- «Iran's Twitter revolution», *The Washington Times*, Juin 2009  
<https://www.washingtontimes.com/news/2009/jun/16/irans-twitter-revolution/>
- «Fin de la discrimination dans les coûts de connexion pour certains sites locaux», *ITNA*, 3 décembre 2017, <https://www.itna.ir/news/51176>
- «Iranian Judiciary Must Stop Punishing Media for Reporting Officials' Corruption», *Center for Human Rights in Iran*, 9 septembre 2016  
<https://www.iranhumanrights.org/2016/09/corruption-in-the-municipality-of-tehran/>
- «80 % du projet du RNI est désormais opérationnel», *Tasnim*, 19 mai 2019  
<https://www.tasnimnews.com/fa/news/1398/02/29/2014851/80-%D8%AF%D8%B1%D8%B5%D8%AF-%D8%B2%DB%8C%D8%B1%D8%B3%D8%A7%D8%AE%D8%AA-%D8%B4%D8%A8%DA%A9%D9%87-%D9%85%D9%84%DB%8C-%D8%A7%D8%B7%D9%84%D8%A7%D8%B9%D8%A7%D8%AA-%D8%A2%D9%85%D8%A7%D8%AF%D9%87-%D8%B4%D8%AF>
- «What is internet censorship?», *Amnesty international*, 28 mars 2008  
<https://web.archive.org/web/20150427065800/http://www.amnesty.org.au/china/comments/10926/>
- «Le réseau Vkontakte résiste à l'hégémonie de Facebook et se renforce dans le monde russophone», *La Tribune*, 28 juin 2011,  
<https://www.latribune.fr/entreprises/20110628trib000632936/le-reseau-vkontakte-resiste-a-l-hegemonie-de-facebook-et-se-renforce-dans-le-monde-russophone.html>
- «Telegram : tout savoir sur la messagerie qui fait polémique», *Capital*, 6 Avril 2018  
<https://www.capital.fr/entreprises-marches/telegram-quatre-choses-a-savoir-sur-la-messagerie-controversee-1281632>
- «Taking Back Our Right to Privacy», *site officiel de Telegram*, 24 mars 2019  
<https://telegram.org/blog/unsend-privacy-emoji>
- «Operational Telegram», *Medium*, 18 novembre 2015  
<https://medium.com/@thegrugg/operational-telegram-cbbaadb9013a>
- «Hackers accessed Telegram messaging accounts in Iran», *Reuters*, 2 août 2016  
<https://www.reuters.com/article/us-iran-cyber-telegram-exclusive-idUSKCN10D1AM>
- «Can someone break Telegram 2-Step Verification?», *site officiel de Telegram*, 13 Juin 2019  
<https://teleg.ph/Can-someone-break-Telegram-2-Step-Verification-06-13>
- «200,000,000 Monthly Active Users», *site officiel de Telegram*, 22 mars 2018  
<https://telegram.org/blog/200-million>

«Macron : comment la messagerie cryptée Telegram est utilisée au cœur du pouvoir», *Le JDD*, 29 mars 2018

<https://www.lejdd.fr/Politique/macron-comment-la-messagerie-cryptee-telegram-est-utilisee-au-coeur-du-pouvoir-3612632>

« One year after ban, Telegram still accessible from Russia with growing audience », *East-West Digital News*, 29 Avril 2019 mars 2018

<http://www.ewdn.com/2019/04/29/one-year-after-ban-telegram-still-accessible-from-russia-with-growing-audience/>

«Vatican broadcasts Lent messages on Telegram», *BBC*, 11 Février 2016

<https://www.bbc.com/news/technology-35549335>

«Telegram occupe plus de 60 % de la bande passante du pays», *ISNA*, 18 septembre 2017

<https://www.isna.ir/news/96062715757/%D8%AA%D9%84%DA%AF%D8%B1%D8%A7%D9%85-%DB%B6%DB%B0-%D8%AF%D8%B1%D8%B5%D8%AF-%D9%BE%D9%87%D9%86%D8%A7%DB%8C-%D8%A8%D8%A7%D9%86%D8%AF-%DA%A9%D8%B4%D9%88%D8%B1-%D8%B1%D8%A7-%D8%A7%D8%B4%D8%BA%D8%A7%D9%84-%DA%A9%D8%B1%D8%AF>

«Jalaipour : le lien entre Telegram et la société civile a créé la victoire», *IRNA*, 28 mai 2017

<https://www.irna.ir/news/82547627/%D8%AC%D9%84%D8%A7%DB%8C%DB%8C-%D9%BE%D9%88%D8%B1-%D9%BE%DB%8C%D9%88%D9%86%D8%AF-%D8%AC%D8%A7%D9%85%D8%B9%D9%87-%D9%85%D8%AF%D9%86%DB%8C-%D9%88-%D8%AA%D9%84%D8%A7%D8%B1%D8%A7%D9%85-%D9%BE%DB%8C%D8%B1%D9%88%D8%B2%DB%8C-%D8%A8%D8%B2%D8%B1%DA%AF-%D8%A7%D9%86%D8%AA%D8%AE%D8%A7%D8%A8%D8%A7%D8%AA%DB%8C-%D8%B1%D8%A7>

«Elections legislatives : la victoire des chaînes Telegram des Réformateurs», *Center for Human Rights in Iran*, 2 mars 2016

<https://persian.iranhumanrights.org/1394/12/iranian-candidates-use-social-networks-to-campaign/>

«Blocage de Telegram serait appliqué le jour des élections législatives», *INSA*, 21 février 2016

<http://w01.freezepage.com/a/14560/83049FFZBAOXCB1/0>

«Iran orders social media sites to store data inside country», *Reuters*, 29 mai 2016

<https://www.reuters.com/article/internet-iran-idusl8n18q0in>

«Iran blocks Telegram app voice calls: state media», *AFP*, 19 Avril 2017

[https://finance.yahoo.com/news/iran-blocks-telegram-app-voice-calls-state-media-082708450.html?guce\\_referrer=aHR0cHM6Ly93d3cuZ29vZ2xILmNvbS8&guce\\_referrer\\_sig=AQAAA6PSYZdLMD1jkrQ7jrFnclaQMBkfsI5jNrUW2AD0QM-ooaESqaVg1MpNwC4ok2NSYnmGTCsH7Ox0gUqQaNxeVTIOMdBfR61ErhYs2gCGd30Z2hsJEjTVwFMU2QYrzCR0KfO0gPoy1SWLUM0LSRq77hCqyZS2joNbRLkKI\\_d2YpH&guccounter=1](https://finance.yahoo.com/news/iran-blocks-telegram-app-voice-calls-state-media-082708450.html?guce_referrer=aHR0cHM6Ly93d3cuZ29vZ2xILmNvbS8&guce_referrer_sig=AQAAA6PSYZdLMD1jkrQ7jrFnclaQMBkfsI5jNrUW2AD0QM-ooaESqaVg1MpNwC4ok2NSYnmGTCsH7Ox0gUqQaNxeVTIOMdBfR61ErhYs2gCGd30Z2hsJEjTVwFMU2QYrzCR0KfO0gPoy1SWLUM0LSRq77hCqyZS2joNbRLkKI_d2YpH&guccounter=1)

«Iran: le bilan officiel des récents troubles monte à 25 morts», *AFP*, 14 janvier 2018

[https://www.lepoint.fr/monde/iran-le-bilan-officiel-des-recents-troubles-monte-a-25-morts-14-01-2018-2186460\\_24.php](https://www.lepoint.fr/monde/iran-le-bilan-officiel-des-recents-troubles-monte-a-25-morts-14-01-2018-2186460_24.php)

«Iran : manifestations rivales devant l'université de Téhéran», *Le monde*, 30 décembre 2017

[https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2017/12/30/iran-manifestations-etudiantes-devant-l-universite-de-teheran\\_5236099\\_3218.html](https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2017/12/30/iran-manifestations-etudiantes-devant-l-universite-de-teheran_5236099_3218.html)

«l'avenir de 15 mille emploi est en jeu», *ISNA*, 4 janvier 2018

<https://www.ilna.ir/%D8%A8%D8%AE%D8%B4-%D8%A7%D9%82%D8%AA%D8%B5%D8%A7%D8%AF%DB%8C-4/578506-%D8%A7%D8%A8%D9%87%D8%A7%D9%85-%D8%AF%D8%B1-%D8%B3%D8%B1%D9%86%D9%88%D8%B4%D8%AA-%D9%87%D8%B2%D8%A7%D8%B1-%DA%A9%D8%B3%D8%A8-%DA%A9%D8%A7%D8%B1-%D9%85%D8%AC%D8%A7%D8%B2%DB%8C-%D8%A8%D8%A7-%D9%81%DB%8C%D9%84%D8%AA%D8%B1%DB%8C%D9%86%DA%AF-%D8%AA%D9%84%DA%AF%D8%B1%D8%A7%D9%85-%D8%A7%DB%8C%D9%86%D8%B3%D8%AA%D8%A7%DA%AF%D8%B1%D8%A7%D9%85>

«Le substitut du procureur général : levée du blocage est illégale», *Alef*, 4 janvier 2018

<https://www.alef.ir/news/3961027091.html>

«Prière du vendredi : résumé du discours», *Hamshahri*, 5 janvier 2018

<https://www.hamshahronline.ir/news/394565/%db%b1%db%b5-%d8%af%db%8c-%da%af%db%b2%d8%a7%d8%b1%d8%b4-%d9%86%d9%85%d8%a7%d8%b2-%d8%ac%d9%85%d8%b9%d9%87-%d8%aa%d9%87%d8%b1%d8%a7%d9%86>

«L'ordre du président : Telegram est de nouveau autorisée», *ISNA*, 13 janvier 2018

<https://www.isna.ir/news/96102312291/%D8%AA%D9%84%DA%AF%D8%B1%D8%A7%D9%85-%D8%B1%D9%81%D8%B9-%D9%81%DB%8C%D9%84%D8%AA%D8%B1-%D8%B4%D8%AF>

«Telegram bloqué en Iran: l'information ne peut être stoppée, dit un ministre», *AFP*, 1 mai 2018

[https://www.lepoint.fr/high-tech-internet/telegram-bloque-en-iran-l-information-ne-peut-etre-stop-pee-dit-un-ministre-01-05-2018-2214923\\_47.php](https://www.lepoint.fr/high-tech-internet/telegram-bloque-en-iran-l-information-ne-peut-etre-stop-pee-dit-un-ministre-01-05-2018-2214923_47.php)

«Iran: le gouvernement opposé au blocage de Telegram», *AFP*, 5 mai 2018

<http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2018/05/05/97002-20180505FILWWW00015-iran-le-gouvernement-oppose-au-blocage-de-telegram.php>

«Président : nous ne sommes pas d'accord avec le blocage de Telegram», *ISNA*, 4 mai 2018

<https://www.isna.ir/news/97021407552/%D8%B1%D8%A6%DB%8C%D8%B3-%D8%AC%D9%85%D9%87%D9%88%D8%B1-%D9%81%DB%8C%D9%84%D8%AA%D8%B1%DB%8C%D9%86%DA%AF-%D8%AA%D9%84%DA%AF%D8%B1%D8%A7%D9%85-%D9%85%D9%88%D8%B1%D8%AF-%D8%AA%D8%A3%DB%8C%DB%8C%D8%AF-%D8%AF%D9%88%D9%84%D8%AA-%D9%86%DB%8C%D8%B3%D8%AA>

«How Iran's Telegram Ban Affects Marginalised Communities», *medium*, 30 mai 2018

<https://medium.com/filterwatch/dropping-out-how-irans-telegram-ban-affects-marginalised-communities-1a960ef4eb7a>

«Manque de popularité : le défi des app nationales», *ISNA*, 24 mai 2018

<https://www.sarpoosh.com/digital-news/applications-socialnetwork/applications-socialnetwork970300580.html>

«30 millions de personnes contournent le filtering avec Telegram Talaei et Hotgram», *Tasnim*, 14 juillet 2018

<https://www.tasnimnews.com/fa/news/1397/04/23/1775323/30%D9%85%DB%8C%D9%84%DB%8C%D9%88%D9%86-%D9%86%D9%81%D8%B1-%D8%A8%D8%A7-%D9%87%D8%A7%D8%AA-%DA%AF%D8%B1%D8%A7%D9%85-%D9%88-%D8%AA%D9%84%DA%AF%D8%B1%D8%A7%D9%85-%D8%B7%D9%84%D8%A7%DB%8C%DB%8C-%D9%81%DB%8C%D9%84%D8%AA%D8%B1-%D8%AA%D9%84%DA%AF%D8%B1%D8%A7%D9%85-%D8%B1%>

[D8%A7-%D8%AF%D9%88%D8%B1-%D9%85%DB%8C-%D8%B2%D9%86%D9%86%D8%AF-%D8%A7%D8%B1%D8%AA%D8%A8%D8%A7%D8%B7-%D8%A8%D9%87-%D8%B2%D9%88%D8%AF%DB%8C-%D9%82%D8%B7%D8%B9-%D9%85%DB%8C-%D8%B4%D9%88%D8%AF](#)

«Le budget de l'IRIB», *ISNA*, 29 décembre 2018

<https://www.isna.ir/news/97100402465/%D8%A8%D9%88%D8%AF%D8%AC%D9%87-%DB%B9%DB%B8-%D8%B3%D8%A7%D8%B2%D9%85%D8%A7%D9%86-%D8%B5%D8%AF%D8%A7-%D9%88-%D8%B3%DB%8C%D9%85%D8%A7-%DB%B1%DB%B8%DB%B4%DB%B0-%D9%85%DB%8C%D9%84%DB%8C%D8%A7%D8%B1%D8%AF-%D8%AA%D9%88%D9%85%D8%A7%D9%86>

«Pourquoi les chiffres astronomiques de l'IRIB sont douteux ?», *Tabnak*, 30 novembre 2018

<https://www.tabnak.ir/fa/news/856021/%DA%86%D8%B1%D8%A7-%D8%A2%D9%85%D8%A7%D8%B1%D9%87%D8%A7%DB%8C-%D9%86%D8%AC%D9%88%D9%85%DB%8C-%D9%85%D8%AE%D8%A7%D8%B7%D8%A8%D8%A7%D9%86-%D8%AA%D9%84%D9%88%D8%B%8C%D8%B2%DB%8C%D9%88%D9%86-%D8%B4%DA%A9-%D8%A8%D8%B1%D8%A7%D9%86%DA%AF%DB%8C%D8%B2-%D8%A7%D8%B3%D8%AA>

«Le budget de l'IRIB et les inquiétudes de son directeur», *INSA*, 21 février 2015

<https://www.isna.ir/news/93120200491/%D8%A8%D9%88%D8%AF%D8%AC%D9%87-%D8%B5%D8%AF%D8%A7%D9%88%D8%B3%DB%8C%D9%85%D8%A7-%D9%88-%D8%AF%D8%BA%D8%AF%D8%BA%D9%87-%D8%B3%D8%B1%D8%A7%D9%81%D8%B1%D8%A7%D8%B2-%D8%A8%D8%A7%D8%A8%D8%AA-%D8%B1%D9%82%D8%A7%D8%A8%D8%AA-%D8%A8%D8%A7-%D8%B4%D8%A8%DA%A9%D9%87-%D9%87%D8%A7%DB%8C-%D8%A7%D8%AC%D8%AA%D9%85%D8%A7%D8%B9%DB%8C>

«La moyenne du temps passé sur Telegram est bien plus important que celle de la télé», *CITNA*, 18 janvier 2016 <http://www.citna.ir/news/183865>

«Le ministère de la Culture et l'Orientation islamique, lieu d'interrogatoire pour les journalistes», *RSF*, 23 mai 2012

<https://rsf.org/fr/actualites/le-ministere-de-la-culture-et-lorientation-islamique-lieu-dinterrogatoire-pour-les-journalistes>

«Le prix du papier triple, le tirage des journaux chutent», *Tabnak*, 19 janvier 2019

<https://www.tabnak.ir/fa/news/871287/%DA%A9%D8%A7%D8%BA%D8%B0-%D8%AA%D8%AD%D8%B1%DB%8C%D8%B1-%D8%B3%D9%87-%D8%A8%D8%B1%D8%A7%D8%A8%D8%B1-%D9%82%DB%8C%D9%85%D8%AA-%D8%A7%D8%A8%D8%AA%D8%AF%D8%A7%DB%8C-%D8%B3%D8%A7%D9%84-97-%D8%B4%D8%AF-%DA%A9%D8%A7%D9%87%D8%B4-%D8%AA%DB%8C%D8%B1%D8%A7%DA%98-%D8%B1%D9%88%D8%B2%D9%86%D8%A7%D9%85%D9%87%E2%80%8C%D9%87%D8%A7-%D8%A8%D9%87-%D8%AF%D9%88-%D8%AA%D8%A7-%D8%B4%D8%B4-%D9%87%D8%B2%D8%A7%D8%B1-%D9%86%D8%B3%D8%AE%D9%87-%D8%AA%D8%B9%D8%B7%DB%8C%D9%84%DB%8C-%D8%B4%D9%85%D8%A7%D8%B1%DB%8C-%D8%A7%D8%B2-%D9%86%D8%B4%D8%B1%DB%8C%D8%A7%D8%AA-%D8%B4%D8%AA%D8%A7%D8%A8-%DA%AF%D8%B1%D9%81%D8%AA>

«Journaliste arrêté pour “avoir insulté” Imam Hussein», *Radio Farda*, 25 Octobre 2018  
<https://www.radiofarda.com/a/iranian-journalist-arrest-over-insult-to-imam-pouyan-khoshhal/29563735.html>

«Le rôle polémique des célébrités durant les récentes inondations», *Fararu*, 7 Avril 2019  
<https://fararu.com/fa/news/395507/%D9%86%D9%82%D8%B4-%D8%A2%D9%81%D8%B1%DB%8C%D9%86%DB%8C-%D8%AC%D9%86%D8%AC%D8%A7%D9%84%DB%8C-%D8%B3%D9%84%D8%A8%D8%B1%DB%8C%D8%AA%DB%8C%E2%80%8C%D9%87%D8%A7-%D8%AF%D8%B1-%D8%B3%DB%8C%D9%84%D8%A7%D8%A8%E2%80%8C%D9%87%D8%A7%DB%8C-%D8%A7%D8%AE%DB%8C%D8%B1-%D8%A7%D8%B2-%D9%87%D8%AF%DB%8C%D9%87-%D8%AA%D9%87%D8%B1%D8%A7%D9%86%DB%8C-%D8%AA%D8%A7-%D8%AD%D8%B3%DB%8C%D9%86%DB%8C%E2%80%8C%D8%A8%D8%A7%DB%8C>

«Le record des dons populaires est battu», *IranOnline*, 8 Avril 2019  
<http://www.ion.ir/news/460677/%D8%B3%DB%8C%D9%84>

«Le préfet de la province Golestan a été remercié», *FarsNews*, 23, mars 2019  
<https://www.farsnews.com/golestan/news/13980103000563/%D8%A7%D8%B3%D8%AA%D8%A7%D9%86%D8%AF%D8%A7%D8%B1-%DA%AF%D9%84%D8%B3%D8%AA%D8%A7%D9%86-%D8%A8%D8%B1%DA%A9%D9%86%D8%A7%D8%B1-%D8%B4%D8%AF-%D8%A7%D9%86%D8%AA%D8%B5%D8%A7%D8%A8-%D8%BA%D8%B1%D8%A7%D9%88%DB%8C-%D8%A8%D9%87-%D8%B9%D9%86%D9%88%D8%A7%D9%86-%D8%B3%D8%B1%D9%BE%D8%B1%D8%B3%D8%AA-%D8%B9%DA%A9%D8%B3-%D8%AD%DA%A9%D9%85>

«Média en crise», *Iran*, 8 Avril 2019 <http://www.magiran.com/npview.asp?ID=3883515>

«Procureur général : diffusion des fausses informations est un délit», *IRNA*, 3 avril 2019  
<https://khabari.org/article/1140475/%D8%AF%D8%A7%D8%AF%D8%B3%D8%AA%D8%A7%D9%86-%DA%A9%D8%B4%D9%88%D8%B1-%D8%A8%D8%A7-%D8%B9%D8%A7%D9%85%D9%84%D8%A7%D9%86-%D8%A7%D9%86%D8%AA%D8%B4%D8%A7%D8%B1-%D8%A7%D8%AE%D8%A8%D8%A7%D8%B1-%D8%AF%D8%B1%D9%88%D8%BA-%D8%AF%D8%B1%D8%A8%D8%A7%D8%B1%D9%87-%D8%B3%DB%8C%D9%84-%D8%A8%D8%B1%D8%AE%D9%88%D8%B1%D8%AF-%D9%85%DB%8C%E2%80%8C%DA%A9%D9%86%D8%B%8C%D9%85>

«L'arrestation des propagateurs des rumeurs», *MizanOnline*, 13 avril 2019  
<https://www.mizanonline.com/fa/news/509483/%D8%AF%D8%B3%D8%AA%DA%AF%DB%8C%D8%B1%DB%8C-%D8%B4%D8%A7%DB%8C%D8%B9%D9%87-%D8%B3%D8%A7%D8%B2%D8%A7%D9%86-%D9%81%D8%B6%D8%A7%DB%8C-%D9%85%D8%AC%D8%A7%D8%B2%DB%8C-%D8%AF%D8%B1-%D8%AE%D8%B5%D9%88%D8%B5-%D8%B3%DB%8C%D9%84-%D8%AE%D9%88%D8%B2%D8%B3%D8%AA%D8%A7%D9%86>

«Ce qu'il faut retenir des manifestations en Iran», *Le Monde*, 31 décembre 2017  
[https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2017/12/31/ce-qu-il-faut-retenir-des-manifestations-en-iran\\_5236261\\_3218.html](https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2017/12/31/ce-qu-il-faut-retenir-des-manifestations-en-iran_5236261_3218.html)

«Grève dans le secteur sucrier en Iran : quatre arrestations», *AFP*, 19 novembre 2018  
<http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2018/11/19/97002-20181119FILWWW00011-greve-dans-le-secteur-sucrier-en-iran-quatre-arrestations.php>

«Collaboration de 18 mille bénévoles pour veiller sur le net», *ISNA*, 8 février 2017  
<https://www.isna.ir/news/95112014136/%D9%87%D9%85%DA%A9%D8%A7%D8%B1%DB%8C-%D8%AF%D8%A7%D9%88%D8%B7%D9%84%D8%A8%D8%A7%D9%86%D9%87-18-%D9%87%D8%B2%D8%A7%D8%B1-%D9%86%D9%81%D8%B1-%D8%A8%D8%B1%D8%A7%DB%8C-%D8%B1%D8%B5%D8%AF-%D8%B3%D8%A7%DB%8C%D8%AA-%D9%87%D8%A7%DB%8C-%D9%85%D8%AA%D8%AE%D9%84%D9%81>

«Récit de la répression contre la liberté de l'information en Iran», *RSF*, 28 janvier 2019  
<https://rsf.org/fr/actualites/recit-de-la-repression-contre-la-liberte-de-linformation-en-iran-depuis-le-janvier-decembre-2017>

«Iran. L'année de la honte : répression effroyable de la dissidence, plus de 7 000 personnes arrêtées en 2018» *Amnesty International*, 24 janvier 2019  
<https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2019/01/irans-year-of-shame-more-than-7000-arrested-in-chilling-crackdown-on-dissent-during-2018/>

«Président du Psiphon : l'Iran a le système du blocage d'Internet le plus sophistiqué au monde», *BBC Persian*, 13 mai 2019 <https://bbc.in/323uTZM>

«La devise de l'Iran plonge face au Dollar», *Boursorama*, 4 Avril 2018  
<https://www.boursorama.com/bourse/actualites/la-devise-de-liran-plonge-face-au-dollar-50e41011aef020e75c9b47a9df7d269e>

«L'impact de Telegram sur la bourse», *JamNews*, 10 Avril 2018  
<http://www.jamnews.com/detail/News/891128>

«La guerre de l'IRIB contre Telegram», *Deutsche Welle*, 4 Avril 2018  
<https://www.dw.com/fa-ir/%D8%A8%D8%B3%DB%8C%D8%AC-%D9%BE%D9%86%D8%AC-%D8%B4%D8%A8%DA%A9%D9%87-%D8%B5%D8%AF%D8%A7-%D9%88-%D8%B3%DB%8C%D9%85%D8%A7-%D8%B9%D9%84%DB%8C%D9%87-%D8%AA%D9%84%DA%AF%D8%B1%D8%A7%D9%85/a-43266260>

«La maison d'édition et de culture du Guide met fin à ses activités sur Telegram», *Jamaran*, 18 Avril 2018  
<https://www.jamaran.ir/%D8%A8%D8%AE%D8%B4-%D8%B3%DB%8C%D8%A7%D8%B3%D8%AA-12/900950->

« Peines de prison pour 14 responsables de chaînes Telegram», *Mizan*, 27 mai 2018  
<https://www.mizanonline.com/fa/news/422666/>

«How Iran's Telegram Ban Affects Marginalised Communities», *medium*, 30 mai 2018  
<https://medium.com/filterwatch/dropping-out-how-irans-telegram-ban-affects-marginalised-communities-1a960ef4eb7a>

«Campagne de destruction des paraboles télé en Iran», *France24*, 21 décembre 2012  
<https://observers.france24.com/fr/20121221-campagne-destruction-paraboles-tele-iran-satellite-chaine-etrangere-police>

«Le retour discret des autorités à Telegram», *Radio Farda*, 8 Avril 2019  
<https://www.radiofarda.com/a/Iran-officials-return-to-still-blocked-Telegram-messenger/29868646.html>

«Iran : comprendre la crise en cinq questions», *Le Figaro*, 3 janvier 2019  
<http://www.lefigaro.fr/international/2018/01/02/01003-20180102ARTFIG00233-iran-comprendre-la-crise-en-cinq-questions.php>



«Telegram : une opportunité de démocratisation», *Sooremag*,

<http://www.sooremag.ir/%D9%87%D9%86%D8%B1-%D9%88-%D8%B1%D8%B3%D8%A7%D9%86%D9%87/%D8%AA%D9%84%DA%AF%D8%B1%D8%A7%D9%85-%D9%81%D8%B1%D8%B5%D8%AA%DB%8C-%D8%A8%D8%B1%D8%A7%DB%8C-%D8%AA%D8%AC%D8%AF%D8%AF-%D8%A7%DB%8C%D8%B1%D8%A7%D9%86%DB%8C>

«Président exige une meilleure organisation d'envoi d'aides aux victimes des inondations», *MehrNews*, 27 mars 2019

<https://www.mehrnews.com/news/4576997/%D8%AA%D8%A7%DA%A9%DB%8C%D8%AF-%D8%B1%D9%88%D8%AD%D8%A7%D9%86%DB%8C-%D8%A8%D8%B1-%D8%B1%D8%B3%DB%8C%D8%AF%DA%AF%DB%8C-%D8%A8%D9%87-%D8%B3%DB%8C%D9%84-%D8%B2%D8%AF%DA%AF%D8%A7%D9%86>

«La BBC sollicite l'ONU pour ses journalistes en Iran», *Reuters*, 12 mars 2018

<https://fr.reuters.com/article/topNews/idFRKCN1GO0HJ-OF RTP>

«Hackers Exploit Android Phone Security Flaw to Target Activists», *Center For Human Rights in Iran*, 31 août 2016. <https://www.iranhumanrights.org/2016/08/increase-android-malware-attack>

«Le blocage des contenus immoraux sur Telegram», *ISNA*, 6 juin 2017

<https://www.isna.ir/news/96031608592/%D9%85%D8%B3%D8%AF%D9%88%D8%AF-%D8%B4%D8%AF%D9%86-%D9%BE%D9%86%D8%AC-%D9%85%D8%B5%D8%AF%D8%A7%D9%82-%D8%BA%DB%8C%D8%B1%D8%A7%D8%AE%D9%84%D8%A7%D9%82%DB%8C-%D9%88-%D8%AF%DB%8C%D9%86%DB%8C-%D8%AF%D8%B1-%D8%AA%D9%84%DA%AF%D8%B1%D8%A7%D9%85>

«110 milliards de toman pour le filtrage intelligent», *ISNA*, 14 février 2016

<https://www.isna.ir/news/94112515639/%D8%A7%D9%86%D8%B9%D9%82%D8%A7%D8%AF-%D8%A8%DB%8C%D8%B4-%D8%A7%D8%B2-110-%D9%85%DB%8C%D9%84%DB%8C%D8%A7%D8%B1%D8%AF-%D8%AA%D9%88%D9%85%D8%A7%D9%86-%D9%82%D8%B1%D8%A7%D8%B1%D8%AF%D8%A7%D8%AF-%D8%A8%D8%B1%D8%A7%DB%8C-%D9%81%DB%8C%D9%84%D8%AA%D8%B1%DB%8C%D9%86%DA%AF-%D9%87%D9%88%D8%B4%D9%85%D9%86%D8%AF>

«Chinese firm helps Iran spy on citizens», *Reuters*, 22 mars 2012

<https://www.reuters.com/article/us-iran-telecoms/special-report-chinese-firm-helps-iran-spy-on-citizens-idUSBRE82L0B820120322>

«L'audience de l'IRIB et le budget du filtrage», *Center for Human Rights in Iran*, 19 février 2016

<https://persian.iranhumanrights.org/1394/11/iran-will-spend-36m-on-smart-filtering/>

«L'avenir de la révolution islamique dépend du monde numérique», *ITAnalyze*, 17 février 2016

<http://itanalyze.com/post/%D8%B3%D8%B1%D9%86%D9%88%D8%B4%D8%AA-%D8%A7%D9%86%D9%82%D9%84%D8%A7%D8%A8-%D8%A8%D8%A7-%D9%81%D8%B6%D8%A7%DB%8C-%D9%85%D8%AC%D8%A7%D8%B2%DB%8C-%DA%AF%D8%B1%D9%87-%D8%AE%D9%88%D8%B1%D8%AF%D9%87>

«Iran: Prosecute Torturers, Not Bloggers», *Human Rights Watch*, 11 Décembre 2006,

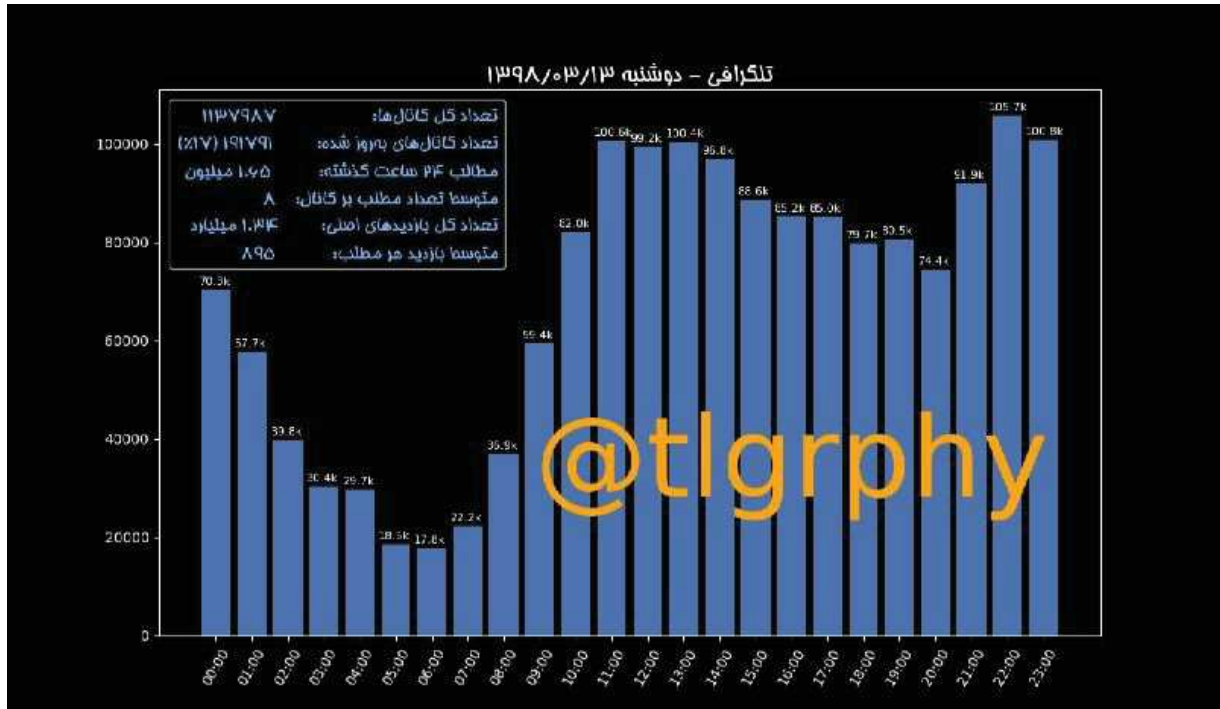
<https://www.hrw.org/news/2006/12/11/iran-prosecute-torturers-not-bloggers>



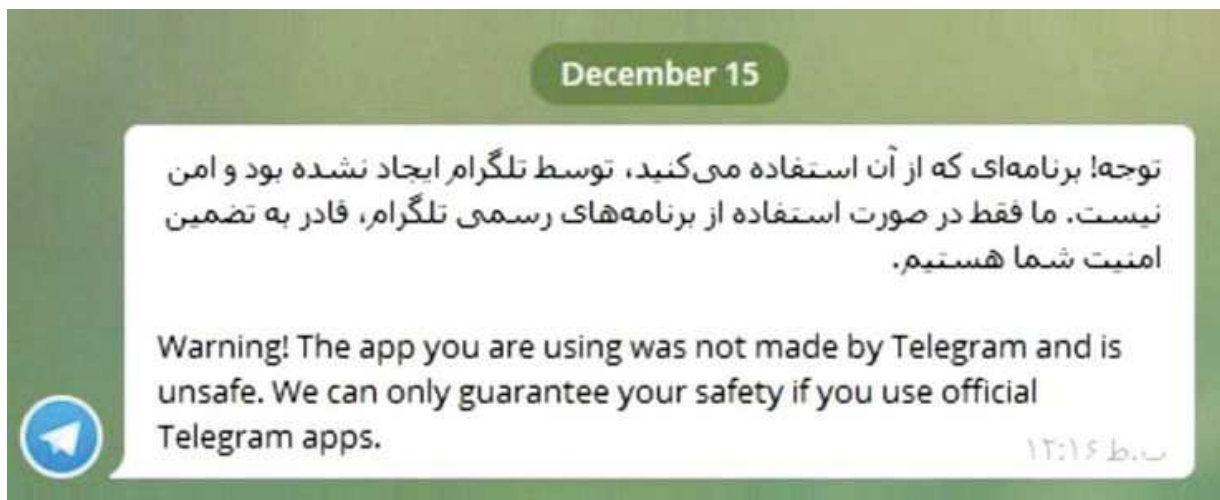


# ANNEXES

Annexe n°1 : Capture d'écran du rapport quotidien de *Telegraphy* - du Centre d'Étude Numérique de l'université de Téhéran - 3 juin 2019



Annexe n°2 : Capture d'écran du message d'alerte envoyé par Telegram, 15 décembre 2018



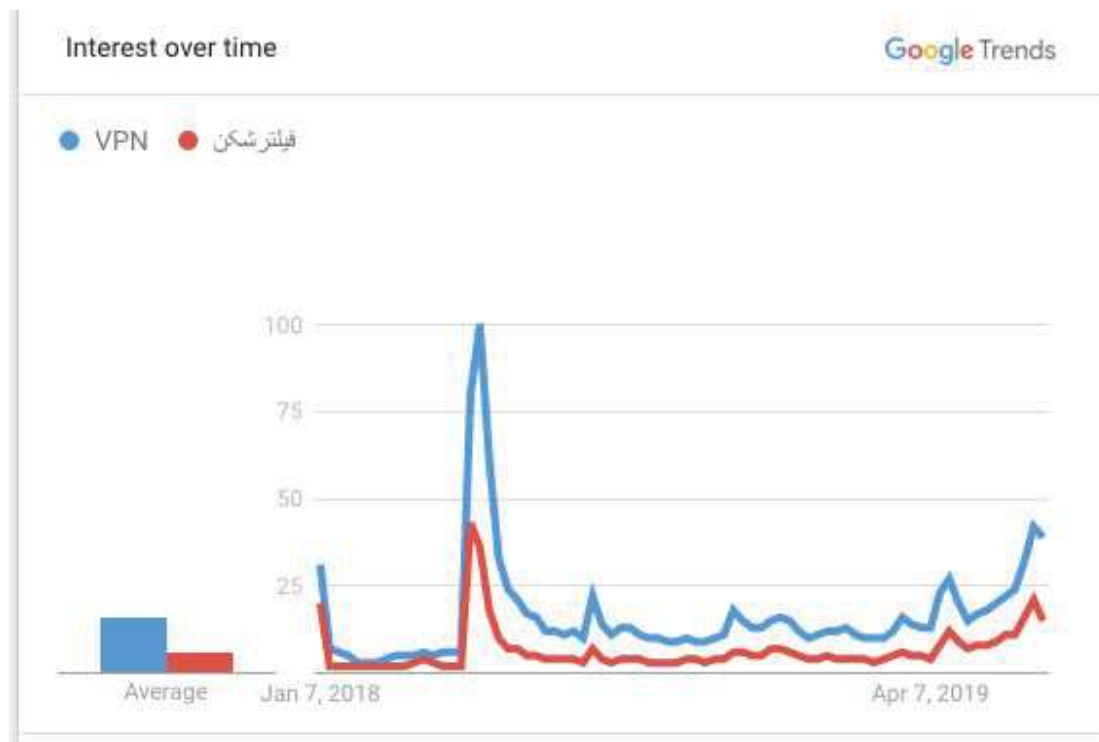
**Annexe n°3** : Capture d'écran du message de Google à la suppression des services *Telegram* Talaei, 24 Avril 2019



**Annexe n°4** : Capture d'écran de l'article du journal *Etemad*, au sujet de la loi contre le blanchiment d'argent (GAFI), 11 mars 2019 - source : le rapport quotidien de *Telegraphy*



**Annexe n°5** : Une recherche basique sur Google Trends démontre que depuis le blocage de Telegram, les recherches des mots-clés tels que VPN en anglais ou anti-filtering en langue persane ont drastiquement augmenté :



## Guide d'entretiens

Ces dix entretiens ont été menés entre décembre 2018 et juillet 2019. Les personnes interrogées sont de cinq types : les journalistes et rédacteurs en chef basés en Iran et à l'étranger, un expert en cybersécurité, un défenseur de la liberté d'expression et d'information, ainsi que deux entrepreneurs du secteur numérique et deux utilisateurs lambda de Telegram.

Ces entretiens menés en persan ont été traduits et transcrits par l'auteur en français. Ils sont limités par les conditions particulières qui sont celles de mener une recherche dans un pays dont le régime politique est totalitaire. Les entretiens avec les interlocuteurs basés en Iran sont conditionnés à cette réalité du terrain, qui nous oblige à faire preuve de discrétion dans la formulation des questions et des réponses. Par conséquent et à la suite de leur demande, les noms de certains ont été modifiés, et les entretiens de ceux qui souhaitent garder l'anonymat n'ont pas été transcrits.

L'auteur, malgré tous ses efforts, n'a pu s'entretenir avec les responsables ou les journalistes des médias proches des institutions étatiques et des mouvements conservateurs. Le sujet en question étant très sensible, toutes nos demandes se sont heurtées à une fin de non-recevoir.

**Annexe n°6 : Entretien réalisé à Téhéran avec Bita, photographe indépendante, 29 mars 2019.**

**Quand avez-vous entendu parler de Telegram pour la première fois ?**

Je crois bien que c'est en été 2015. Un copain me l'a suggérée en me précisant que c'est fiable et très bien pour échanger des fichiers lourds.

**Continuez-vous à l'utiliser depuis ?**

Oui, surtout pour lire les informations et échanger des messages professionnels avec mes clients.

**Malgré le fait que Telegram est bloquée depuis un an ?**

Oui, j'utilise des VPN. Depuis le blocage, à chaque fois que je dois envoyer des fichiers aux clients, je dois d'abord les informer par WhatsApp afin qu'ils passent par un VPN et réceptionnent mon message sur Telegram. Le problème est que les VPN ralentissent beaucoup la vitesse d'Internet, et font perdre très rapidement mon forfait mobile.

**Quelle est votre estimation du temps que vous passez sur Telegram ?**

Selon l'application d'Appel Temps d'Écran, en moyenne 2H 27 par jour.

**Annexe n°7 : Entretien réalisé à Téhéran avec Ali, ingénieur retraité, 6 avril 2019**

**Quand avez-vous entendu parler de Telegram pour la première fois ?**

C'est ma fille qui m'en a parlé pour la première fois, en automne 2015, juste avant la campagne électorale des législatives. J'étais plus Instagram, car j'aime la photo, et j'avais créé un compte pour publier mes photos et suivre les photographes que j'aime. Mais les chaînes de Telegram ont attiré mon attention : j'ai été hospitalisé pour trois mois et donc je ne pouvais pas regarder la télé sur le satellite - je regardais souvent la BBC persane. C'est alors que j'ai commencé à suivre certaines chaînes sur Telegram afin de mieux être au courant de l'actualité.

**Continuez-vous à l'utiliser depuis ?**

Oui toujours.

**Malgré le fait que Telegram est bloquée depuis un an ?**

Oui, je me méfie de leur soi-disant applications nationales, je préfère utiliser un VPN et rester sur Telegram, même si je dépasse tous les mois mon forfait.

**Quelle est votre estimation du temps que vous passez sur Telegram ?**

Je ne sais pas exactement, je dirais une à deux heures par jour. En fait, je passe beaucoup de temps sur Internet, surtout Instagram et Telegram.

**Annexe n°8 : Entretien par courriel avec Alireza Aghasi, entrepreneur et développeur à Téhéran, spécialiste en marketing sur Telegram, 30 Avril 2019**

**Quel est l'impact du blocage Telegram sur votre travail ?**

Tout d'abord, je dois préciser que Telegram répondait à la demande de plusieurs catégories d'utilisateurs en Iran : les échanges privés comme SMS, les contenus de divertissement comme les blagues, et le marketing du marché numérique, en tant que l'outil de vente par excellence de biens et services sur le net. Le blocage de Telegram a fait que ceux, familiers avec le monde digital, sont allés vers d'autres outils, comme WhatsApp ou les logiciels d'Emailing classiques. Et s'il en faut absolument, ils utilisent les VPN. Mais pour une grande partie d'utilisateurs novices, il n'y avait pas d'autre choix que télécharger les Forks de Telegram tels que Telegram Talaei ou Hotgram.

**C'est aussi le cas pour des gens comme vous dont le travail est lié directement à Telegram ?**

Certes le filtering de Telegram a eu un impact important sur le marché de publicité en ligne, mais il ne faut pas oublier la dévaluation de la monnaie iranienne : à mon avis, ce dernier a eu un impact bien plus important que le blocage de Telegram. La situation très fragile et instable de l'économie iranienne a fortement découragé les annonceurs. Le marché est en suspension, tout le monde attend, les clients ne consomment pas comme auparavant et les annonceurs restent très méfiants.

**Annexe n°9 : Entretien par WhatsApp avec Pooya Misaghi, le PDG de l'entreprise Showrand, spécialisée en marketing et publicité digitale en Iran, 24 Avril 2019**

**Quand et pourquoi vous vous êtes intéressé au marché de Telegram ?**

Il y a trois ans, on s'est intéressé au marché de Telegram. Une fois nos recherches complétées, on a trouvé un peu près de 2,4 millions chaînes de Telegram et plus de 40 millions pages d'Instagram en langue persane, donc une base de données numériques assez importante. Il faut savoir qu'en Iran, ce n'est pas seulement les influenceurs qui attirent le marché de publicités ; beaucoup de chaînes Telegram qui produisaient des contenus diverses aussi recevaient des pub et ça marchait assez bien. Résultat : très rapidement, on s'est retrouvé face à un nombre important d'annonceurs et clients. Nous avons créé un système d'automatisation sur notre site qui permet aux deux parties de conclure un accord. Ce système nous a aussi permis d'observer et d'analyser l'évolution du marché.

**Quel est l'impact du blocage de telegram sur le marché de publicité ?**

Nous avons aujourd'hui plus de 15 000 pages et chaînes, dont seulement 5 000 sur Telegram, alors qu'avant, le blocage la grande majorité était sur Telegram. Suite au blocage, nous avons constaté une chute de page vue de 40 % à 50 % sur toutes les chaînes de Telegram, mais après 3 mois, la courbe est remontée à 90 %. En revanche, les annonceurs n'ont pas suivi cette tendance. Donc, même si les gens sont de retour sur Telegram, mais le business n'y est plus. Avant le blocage pour certaines chaînes populaires, il y avait une liste d'attente d'annonceurs. Il fallait attendre deux mois pour avoir une espace de publicité. Ce n'est plus le cas. L'autre élément important est que

l'Etat a bloqué les sites des entreprises qui proposaient la publicité digitale sur Telegram. Résultat : beaucoup ne veulent plus travailler avec les chaînes de Telegram.

**Qu'avez-vous décidé de faire pour combler ce manque ?**

Nous avons eu la chance de réagir rapidement, et supprimer nos références au marché de Telegram et concentrer notre travail sur Instagram qui n'est pas bloqué. Et puis grâce à nos actionnaires, on a eu des investissements qui nous ont permis de sauvegarder l'entreprise, car pratiquement, nous n'avons pas eu de revenu avec le blocage. Ces investissements nous ont permis de basculer notre travail vers Instagram et de sauver l'entreprise. Cela dit, nous attendions un retour sur investissement au début de l'été dernier si tout se passait normalement, mais le blocage de Telegram a tout bouleversé. En moins de trois mois nous avons perdu 800 millions de toman, c'est-à-dire que d'un milliard toman de revenus publicités, nous sommes arrivés à 200 millions. Nous avons 40 employés, et même si aujourd'hui grâce à un travail acharné, nous sommes de retour sur le marché, mais la société n'est toujours pas rentable.

**Annexe n°10 : Entretien par téléphone avec Amir Rashidi, spécialiste en cybersécurité pour l'ONG Center for Human Rights in Iran à New York, 23 Avril 2019**

**Peut-on dire que le blocage Telegram a fait baisser réellement le nombre d'utilisateurs Iraniens de cette application ?**

La réponse courte à votre question est non, mais ce phénomène est un peu plus complexe : avant le blocage on avait 35 à 45 millions d'utilisateurs, maintenant il y a peut-être 10 millions de moins. Donc, on ne peut pas dire que Telegram est fini. Mais le blocage de telegram a eu des impacts quand même : d'abord il a fait augmenter le taux d'utilisation des VPN, car avant le blocage, les Iraniens pouvaient tout faire avec Telegram et n'avaient pas vraiment besoin d'autres applications interdites pour lesquelles il fallait passer par un VPN. Telegram était l'incarnation d'Internet pour les Iraniens. Il était Google, Email et les réseaux sociaux réunis. Donc, avec le blocage, beaucoup sont allés vers les VPN, ce que les autorités iraniennes reconnaissent aussi. Et c'est pour ça aussi qu'ils ont créé et lancé deux applications semblables à Telegram, c'est-à-dire Telegram Talaei et Hotgram qui sont en fait les Forks. Résultat : le régime n'a pas bloqué l'accès à Telegram aux portes d'entrée. Il a demandé aux fournisseurs d'Internet de juste bloquer la version officielle de Telegram et ainsi les deux Forks pouvaient continuer à utiliser les canaux pour être connectés aux serveurs de Telegram. Ce qui veut dire que les 30 à 40 millions d'utilisateurs actuels d'Iran sont en fait sur Telegram Talaei et Hotgram. Et les 10 à 15 millions restant se distinguent en deux groupes : soit ceux qui utilisent les VPN, soit ceux qui ont laissé tomber complètement Telegram et ses Forks, car ils ne font plus confiance à ce système. Je dois ajouter que nos enquêtes confirment que ces Forks appartiennent aux appareils sécuritaires du régime.

**Si j'ai bien compris les Forks de Telegram sont et fonctionnent exactement comme l'application originale et on ne peut pas les distinguer ?**

C'est bien ça. Les utilisateurs de ces Forks peuvent échanger des messages privés ou professionnels même si les destinataires utilisent l'application officielle. Ils peuvent aussi



avoir accès aux chaînes, sauf celles censurées par les autorités. Mais le danger c'est que ces applications ne sont pas fiables. Les données peuvent être utilisées par les services de renseignement iraniens.

**Et sur les App Store ou Google Play, les trois applications apparaissent l'une à côté de l'autre ?**

Jusqu'à hier oui, mais hier Google a finalement supprimé ces deux applications pour des raisons de sûreté et fiabilité. En revanche, sur App Store iranien - CafeBazar - toutes les versions de Telegram officielle sont supprimées et il ne reste que ses Forks iraniens. Et ça montre bien l'état d'esprit du régime, qui ressemble beaucoup à celui de la Chine. Son système c'est en fait une copie du modèle chinois. Le régime iranien commence à créer ses propres logiciels, tout en bloquant l'accès aux autres. Ainsi il force les gens à utiliser ces logiciels-là dont la fiabilité est fortement mise en cause.

**Que pensez-vous du succès des applications nationales, *Soroush* par exemple qui prétend avoir 10 millions d'utilisateurs ?**

*Soroush* comme les autres applications dites nationales ment sur ses résultats pour deux raisons : d'abord c'est parce que ses dirigeants en gonflant les chiffres espèrent avoir plus de subventions de l'État. Deuxièmement, ils ont créé des faux comptes en utilisant les numéros de téléphones des gens. Il y a des milliers d'exemples de ça. Il suffit même d'aller faire un tour sur Twitter pour voir les messages de gens stupéfaits de découvrir leur nom et leur compte sur *Soroush*. Donc, on ne peut pas faire confiance aux chiffres que ces applications réclament. Et puis, il ne faut pas oublier que tous les hauts dirigeants du pays sont de retour sur Telegram. Les agences de presse proches de l'État aussi. Si ces gens et ces institutions avaient suffisamment de lecteurs sur *Soroush*, ils ne retourneraient certainement pas sur Telegram.

**On pourrait savoir si par exemple l'agence FarsNews qui est de retour sur Telegram utilise la version officielle de Telegram ou une de ces Forks?**

Non, on ne peut pas. Mais ils ont annoncé dans un de leurs premiers messages qu'ils utilisaient Telegram Talaei.

**Donc on peut dire que ces applications nationales n'ont pas eu vraiment de succès ?**

C'est bien ça. Lorsqu'il n'y a pas de confiance, rien ne va ! Regardez, par exemple *Soroush* qui appartient à la télévision nationale du pays et qui est vendue comme une application nationale, est en réalité une copie d'une application française (je crois qui s'appelle *Liphone*). Ils ont pris son code de source libre et maintenant disent "voilà notre application nationale". Que de mensonge. La réalité c'est qu'il y a beaucoup de corruption dans ce pays. Les profiteurs veulent s'enrichir rapidement avec les subventions de l'État. Ils ne cherchent pas vraiment des gens de qualité, n'investissent pas dans un vrai projet technologique de haute gamme. Donc, ils doivent un moment donné justifier leur travail et c'est pour ça qu'ils inventent des chiffres. Ou pire encore pour s'entendre avec le régime, ils lui fournissent les données privées des utilisateurs. Mais s'ils avaient vraiment créé une application de qualité et fiable, alors pourquoi tout le monde revient après quelques mois sur Telegram, y compris les politiques et les agences de presse étatiques?

**Pourquoi les entrepreneurs privés n'investissent pas dans les applications nationales ? En fin de compte, il n'y a rien de mal à vouloir créer ses propres logiciels, n'est-ce pas ?**

C'est vrai, il n'y a rien de mal à créer des applications fiables et nationales, mais le problème est que l'État iranien est un régime qui veut tout contrôler. Et personne, surtout ceux qui ont la connaissance et le savoir-faire technologique dans ce domaine, ne souhaitent pas travailler dans une atmosphère sécuritaire et corrompue où à chaque instant on peut t'imposer de collaborer avec les services de renseignement et relever les données privées de tes utilisateurs. La qualité et la confiance sont les conditions *sine qua non* du succès d'une entreprise. Je connais parfaitement bien la communauté de Tech d'Iran. Je sais qu'il y a des gens de qualité avec une connaissance approfondie du monde numérique, mais qu'ils ne souhaitent pas travailler dans ces conditions.

**Comment analysez-vous la présence des haut dirigeants du pays sur les réseaux sociaux qui sont pourtant interdits aux Iraniens ?**

Ils savent parfaitement que s'ils veulent être influents ils doivent être présents sur toutes ces plateformes. Et ils sont suffisamment intelligents pour se rendre compte que le blocage ou le filtering ne marche pas. Ils se disent "certes on a pu diminuer le nombre des gens présents sur ses réseaux, mais pour ceux qui y sont encore, on doit y être aussi afin de tenir notre position et de défendre nos idées".

**Alors on peut dire que la persévérance du peuple a obligé les dirigeants d'être sur ces plateformes, contre leur gré ?**

Exactement.

#### **Annexe n°11 : Entretien réalisé à Paris avec Reza Moini, responsable du bureau Iran de Reporters Sans Frontières, 23 mars 2019**

**Peut-on dire que Telegram a permis aux journalistes iraniens de contourner la censure ?**

Je dirais que globalement Internet et bien sûr les réseaux sociaux ont permis aux journalistes iraniens de mieux contourner la censure. Mais la censure existe fort bien et règne d'une main de fer. Il faut se rappeler que les journalistes iraniens se sont intéressés à Internet lorsqu'il y a bientôt 18 ans, M. Khamenei a ordonné l'attaque contre les médias réformateurs, qu'on a surnommé "le printemps noir". Et ceci n'est pas un cas isolé, le même phénomène est observé dans les pays africains sous dictature ou en Russie.

**Peut-on dire qu'au-delà de la question de censure, les réseaux sociaux y compris Telegram ont pu permettre aux différentes couches sociales du pays - surtout celles qui n'avaient pas l'habitude d'acheter et lire les journaux - de s'informer davantage ?**

Certainement, surtout qu'à cause de la censure et la répression, beaucoup de journalistes se sont mis à produire des contenus sur leur blog d'abord, puis sur les réseaux sociaux. L'importance de ces réseaux et surtout Telegram est qu'ils touchent une très grande partie de la société iranienne. Il faut savoir que son arrivée a coïncidé



avec une période de développement massif des infrastructures de télécommunication dans le pays. Un développement qui a accentué l'utilisation d'Internet en Iran. Internet pour le régime iranien était et est toujours un dilemme complexe : comme vous le savez, les services de renseignements de l'État avaient et ont toujours la main sur le développement d'Internet. La grande majorité des entreprises liées à son développement travaillent pour ces services. Le régime espérait ainsi pouvoir contrôler au mieux Internet. Or, quand on dit entreprise, on entend résultat, bénéfice. La loi de marché a fait que finalement toutes ces entreprises font ce qu'elles pensent être bon pour leurs business. Donc, il est arrivé un moment où ces entreprises ne travaillent plus au nom de l'idéologie de l'État, mais pour leurs propres profits. C'est ce qui a fait que même ce fameux projet d'Internet national a pris autant de retard et reste très peu fonctionnel. C'est dans ce contexte que Telegram a pu trouver sa place au coeur de la société iranienne. Une place et un rôle très important qui, malgré le blocage, est encore indéniable.

**Telegram a aussi accentué la diffusion des informations d'une façon massive en Iran, et avec ça, celle des Fake news, n'est-ce pas ? Peut-on dire que sous une dictature, on peut sacrifier l'importance de la qualité au détriment de la quantité ?**

Je pense que le journaliste ne doit pas sacrifier la qualité au détriment de la quantité, peu importe dans quel régime politique il vit. C'est pour ça qu'il faudra se mobiliser contre les Fakes news. Comme ce que fait *Libé* par exemple en France. Si on ne le fait pas, on se trouvera dans les situations où les Fakes News seront parfaitement organisés par les appareils étatiques afin de manipuler la population. C'est le cas en Russie et en Iran, les pays où par ailleurs Telegram joue un rôle très important. D'une manière générale, les États essaient toujours d'influencer, pour ne pas dire manipuler, le peuple. Et c'est à nous, les journalistes ou défenseurs des libertés fondamentales, d'être vigilants et réagir en conséquence. Car en fin de compte les fausses informations ou les informations de mauvaise qualité nuisent à la crédibilité des journalistes. Le manque des instances de contrôle ou désintox - comme on dit aujourd'hui - fait que les services de renseignement peuvent tout faire avec Internet en Iran. Je vous donne un exemple : l'arrestation des administrateurs de certaines chaînes Telegram proches des réformateurs pendant la campagne de 2016. On le sait aujourd'hui que ces gens n'étaient pas en réalité pro-Rohani, ils travaillaient en fait pour les services de renseignement, ils produisaient des contenus dites "problématiques" sur ces chaînes, ainsi les autorités juridiques avaient suffisamment preuves pour attaquer Telegram et préparer une interdiction totale de cette application. Ce qu'est arrivé quelques mois après. Il ne faut pas oublier que le but ultime de l'État iranien est de contrôler la circulation de l'information et pour ça, il n'hésite pas à utiliser les Fakes News, les hackers et les cyberattaques.

**Pourquoi un service de Fact-checking n'a jamais été créé en Iran ?**

Il y en a, mais ils n'ont pas suffisamment d'impact. Pourquoi ? parce que sans la liberté d'aller chercher et vérifier, puis diffuser l'information, on ne peut pas faire son travail de journaliste. Et cette liberté n'existe pas en Iran ça.

**Telegram ou plus généralement les réseaux sociaux ont-ils impacté la déontologie journalistique en Iran ? Y a-t-il une différence entre les écrits journalistiques web et la presse écrites du point de vue déontologique ?**

Oui, il y a une différence. Mais je dois d'abord insister sur le fait qu'en Iran d'aujourd'hui, il n'y a pas que la censure étatique : le régime a réussi à créer une telle atmosphère de terreur que les rédactions, elles-mêmes, appliquent une censure systématique sur tout ce qu'est susceptible de "déranger". On parle souvent de l'auto-censure en Iran, mais je n'y crois pas : auto-censure n'a pas de sens dans ce cas. En Iran, il y a de la censure aussi bien dans une échelle gouvernementale que dans chaque rédaction. Donc, la notion même de la déontologie journalistique est mise en cause. Cela dit, on constate effectivement que les écrits des journalistes dans les réseaux sociaux sont souvent plus radicaux, plus osés, ou en tout cas, donnent l'impression d'une aisance. Je dirais que cela c'est en partie grâce aux lecteurs, c'est eux qui exigent autre chose que ce que l'on trouve dans les médias traditionnels, c'est eux aussi qui via leurs réactions et commentaires obligent le journaliste à dire des choses, ou au moins écrire les mêmes choses mais différemment, sur un autre ton. Et puis, les journalistes savent aussi qu'ils peuvent toucher, via les réseaux sociaux, un bien plus grand nombre de personnes, alors les journaux en Iran sont très mal distribués et très peu lus.

**C'est peut-être pour ça aussi que la censure étatique se concentre bien plus sur les contenus web que sur les journaux papiers ?**

Sans doute. De toute façon, ce type de journalisme - je veux dire le journalisme classique exercé en Iran depuis la révolution de 1979 - n'a plus d'impact, ne joue plus son rôle afin de nous conduire vers une société démocratique. En revanche, ce phénomène qu'on appelle aujourd'hui le journaliste-citoyen qui, inclut aussi certains journalistes professionnels, joue un rôle très important dans le pays. Par exemple, les inondations de mois de mars dernier qui ont eu lieu pendant les deux semaines des vacances de nouvel an où aucun journal ne sort. Eh bien, pendant ce temps, l'Iran ne recevait des informations sur ces inondations que via les journalistes-citoyens sur les réseaux sociaux. C'est pour cela aussi qu'on a vu les autorités juridiques réagir très rapidement en menaçant ces journalistes des représailles éventuelles, en disant que "certaines personnes jouent le jeu de l'ennemi, contre les intérêts du peuple et la sécurité de l'État". Le fait est que les informations diffusées sur les réseaux comme Telegram ont un impact bien plus grand que celles des journaux traditionnels. On a constaté que par exemple si un journaliste envoyait un message sur sa chaîne Telegram en disant qu'on a besoin d'aide à tel endroit, à telle ville inondée, les gens réagissent très vite et s'organisent pour apporter de l'aide aux victimes.

**Et est-ce que c'est arrivé qu'à cause de ces interactions ou ces messages, les autorités décident d'arrêter un journaliste et fermer un journal ? même s'il ou elle a publié son message sur le réseaux sociaux ?**

Bien sûr, ce fut le cas du journal *Seda* dont l'autorisation de la publication est retirée à cause du fait qu'il a publié un papier relatant les échanges sur les réseaux sociaux au sujet de la tension entre les États-Unis et l'Iran. On sait aussi qu'il y a un nombre

important de journalistes arrêtés ou questionnés à cause de leurs écrits sur les réseaux ou les chaînes Telegram. Certains ont été mise à pied par la rédaction.

**À votre avis, quel est l'impact du blocage de Telegram sur le travail des journalistes en Iran ?**

Je dirais qu'il y a eu un impact au début, car l'État, en annonçant le blocage, a mené les utilisateurs, les journalistes y compris, des représailles allant jusqu'au longues années de prison. Mais avec le temps, la peur est plus au moins tombée et les gens se sont retrouvés sur Telegram. C'était toujours comme ça en Iran sous le régime islamique: rappelez-vous quand on a interdit les cassettes, les magnétoscopes, puis le satellite etc. Les gens après une période de réticences et de peur reprenaient leurs habitudes et continuaient à les utiliser. Je dois ajouter que le blocage - ou le filtering - est devenu un business lucratif en Iran : la grande majorité des logiciels de filtering et d'anti-filtering sont fabriqués dans le pays par les entreprises proches des organisations semi-étatiques. Par exemple à l'époque d'Ahmadinejad, le responsable du filtering dans le ministre de la Culture était en même temps le PDG d'une entreprise de fabrication des anti-filterings. Le fait est que beaucoup de gens proche du régime font des affaires juteuses grâce à ce système de filtering.

**Quel est le rôle de Telegram dans les émeutes de décembre 2017 ?**

La république islamique d'Iran mène une vraie guerre contre l'information. Sa grande peur est celle d'une société informée. Pour gagner cette guerre, le régime se bat sur deux champs : le champ de la manipulation et les fakes News, et le champ de l'interdiction et le contrôle. Historiquement depuis 1986, c'est-à-dire depuis que les services de renseignement du régime sont réellement organisés et coordonnés, la guerre contre l'information est menée de cette façon. On constate que le régime a systématiquement démantelé et détruit toute sorte d'organisation non-gouvernementale qui risquait d'échapper à son contrôle. Cette logique s'applique aussi sur Internet et Telegram est l'exemple par excellence, sauf que durant les émeutes de 2017 ou les inondations de 2019 le régime n'a pas pu contrôler le flux d'information sur les réseaux sociaux autant qu'il le souhaitait. C'est pour ça aussi qu'il a décidé finalement de bloquer totalement Telegram afin de perturber l'organisation populaire des manifestations en 2017.

**Annexe n°12 : Entretien par téléphone avec Hossein Bastani, journaliste de la BBC Persian à Londres, 13 mai 2019**

**Quand avez-vous entendu parler de Telegram pour la première fois ? Pourquoi avez-vous préféré cette application aux autres ?**

**Réponse :** En février 2016 j'ai créé ma chaîne sur Telegram. Et je pense qu'un auparavant, j'avais entendu parler de cette application. Je l'ai préférée aux autres pour une raison simple : elle n'était pas encore bloquée, elle était l'application la plus influente dans l'opinion publique iranienne. Cela dit, je suis toujours assez actif sur Twitter. Mais je peux dire qu'avec l'arrivée de Telegram, j'ai pratiquement laissé tomber Facebook. En fait, j'ai suivi la courbe d'activité des Iraniens sur les réseaux sociaux : le filtering de

Facebook et l'arrivée de Telegram ont fait que l'activité sur Facebook - les postes, les commentaires, les vues - a considérablement diminuée.

**Une des fonctionnalités de Telegram est la création des chaînes avec cette particularité : le manque d'interaction entre les abonnés et les administrateurs - tout au contraire de Facebook par exemple. À votre avis, quel est l'impact de cette particularité dans le travail journalistique de ceux qui utilisent Telegram ?**

Il ne faut pas se limiter à Telegram. Je peux vous dire que de mon expérience : j'ai une interaction très élevée avec mes *followers* sur Twitter. C'est-à-dire que la combinaison de ces deux applications m'a permis de combler le manque d'interaction sur Telegram.

**Tout en prenant en considération le fait que les deux applications ne touchent pas exactement les mêmes catégories de gens, n'est-ce pas ?**

Oui, vous avez raison. En effet, notre activité sur Twitter définit le type de nos *followers*. Le ton que vous employez, les sujets que vous traitez, la façon dont vous les développez, tout ça fait que vous attirez des types différents de *followers*. C'est-à-dire, tout compte fait, chaque page, compte ou chaîne - que ce soit sur Twitter ou Telegram - crée une niche pour les internautes. Cela dit, j'ai toujours essayé de garder le contact avec mes *followers*. Sur Telegram j'ai créé un compte administrateurs qui permet aux gens de m'envoyer de messages. Car je souhaite que cette pratique - c'est-à-dire critiquer et donc penser - se développe parmi les Iraniens.

**Ce qui permet aussi à nous, les journalistes vivant à l'étranger, de mieux comprendre nos compatriotes, n'est-ce pas ?**

Exactement. N'ayant pas la possibilité d'aller sur place, les réseaux sociaux - qui certes ne représentent pas toutes les couches de la société - sont notre seul moyen d'avoir une interaction avec les Iraniens vivant en Iran. Ce qui n'est pas le cas pour un journaliste britannique ou français, mais pour nous c'est primordial.

**Quelle est votre analyse de l'impact de Telegram sur le travail des journalistes basés en Iran? Ont-ils pu contourner la censure grâce à Telegram ?**

Je pense que Telegram a aussi permis aux journalistes qui travaillent en Iran, d'avoir un accès plus simple et direct à la population. Durant des années la censure et la peur des représailles avaient rendu la tâche très difficile et très dangereuse pour les journalistes. Je dirais que la censure existe toujours et la contourner reste encore très difficile, mais les réseaux sociaux et en particulier Telegram ont facilité les interactions entre la population et les journalistes. Ils ont aussi permis une bien meilleure diffusion de l'information, d'une façon sans précédent en Iran.

**Quelle est votre expérience personnelle du blocage de Telegram ? Y a-t-il eu un impact négatif sur votre chaîne ?**

J'ai constaté une baisse de page vue de 10 %. Mais aujourd'hui, un an après le blocage, le nombre des abonnés et des pages vues sont comme avant le blocage.

**À votre avis, quel est l'impact du blocage de Telegram sur le travail des journalistes en Iran ?**

Son impact est minime. Je dirais qu'il y a eu une chute moyenne de 20 % d'utilisateurs. Le blocage de Telegram a surtout touché ceux qui sont novices et qui ne maîtrisent pas suffisamment bien la technologie d'informatique - qui sont souvent les habitants des

petits villages ou la campagne. Mais il n'y a vraiment pas eu un grand impact sur ce que j'appellerais les utilisateurs de niche. Ces gens ont rapidement pris l'habitude de passer via les VPN et continuent toujours à utiliser Telegram comme une source fiable pour s'informer. C'est aussi le cas des activistes ou des journalistes en Iran. Cette catégorie aussi utilisent Telegram régulièrement, je dirais comme avant le blocage. Cela dit, leur accès à ces novices, dont je viens de vous en parler, est un peu plus limité. D'une façon générale, je dirais que Telegram a eu un tel l'impact que même son blocage ne pourra pas l'effacer. Regardez le tirage des journaux : les plus importants ont aujourd'hui 5 à 8 mille exemplaires, alors qu'un journaliste, à lui seul, peut avoir entre 10 à 40 mille *followers* et des milliers de pages vue par jour. Et c'est aussi le cas des journalistes qui n'ont plus le droit d'exercer leur métier dans les médias traditionnels. Grâce à Telegram, leurs écrits circulent toujours au sein de la société.

**Pensez-vous que ce blocage, malgré son impact faible, pourra empêcher la circulation de l'information pendant des éventuelles émeutes, comme ce fut le cas en décembre 2017 ? Quel est le rôle de Telegram dans les émeutes de décembre 2017 ?**

Les émeutes de décembre 2017 ont eu lieu avant le blocage. Si ce type d'événement se reproduit encore, on doit l'étudier et voir si le filtering a eu un impact ou non. Mais c'est sûr que Telegram a eu un rôle très important durant les émeutes de décembre 2017. C'est pourquoi l'État a décidé de le blocage pour un certain temps. Mais il ne faut pas oublier le rôle des médias - les télévisions et les radios - basés à l'étranger : la diffusion massive des vidéos et des images de ces manifestations et puis la reprise de ces informations dans les réseaux sociaux y compris Telegram a joué aussi un rôle indéniable dans l'ampleur qu'elles ont pris en quelques semaines. Je dois ajouter que certaines chaînes de Telegram - comme par exemple AmadNews qui se définissait comme une source d'information - se sont comportées comme des groupes d'activiste ou d'opposition : elles ne respectaient pas la déontologie journalistique. Par conséquent, la diffusion de certaines informations - dès fois exagérées, dès fois inexactes - a amplifié l'étendue de ces manifestations à d'autres villes. Elle a aussi accentué la violence de ces manifestations.

**Peut-on dire que le Telegram a politisé davantage la population iranienne ?**

Absolument. Il est certain que Telegram a permis aux différentes populations du pays d'accéder aux informations qu'elles souhaitaient avoir mais qui ne trouvaient pas ou très peu dans les médias traditionnels. Telegram n'a pas seulement facilité accès aux informations censurées, mais il a aussi permis à une catégorisation de l'information : les chaînes spécialisées en sciences sociales - économie, marché financier, analyse politique, etc.- et aussi en divertissements, ou en sports etc. ont vu le jour et sont accessibles à pratiquement tout le monde. Surtout à ceux qui ne lisent pas ou très peu les journaux. Ces gens-là, qui sont une très grande partie de la population iranienne, sont aujourd'hui bien plus au courant de l'actualité qu'ils ne l'étaient il y a 4 ans.

**Telegram ou plus généralement les réseaux sociaux ont-ils impacté la déontologie journalistique en Iran ? Y a-t-il une différence entre les écrits journalistiques web et la presse écrites du point de vue déontologique ?**

Il n'y pas une charte de déontologie pour le journalisme web en Iran telle qu'on en a à la BBC ou d'autre grand média ici en Europe. En revanche, le ton employé par le journaliste sur les réseaux sociaux est très influencé par les réactions de ses *followers* : s'il écrit son tweet, par exemple, avec le même ton qu'il a écrit son papier dans son journal (c'est-à-dire en prenant en considération les représailles éventuelles), il aurait des réactions et des commentaires virulents. Résultat : les journalistes basés en Iran sont plus "radicaux" ou moins conservateurs dans leurs propos sur les réseaux sociaux. C'est pour cela aussi qu'on constate que les journalistes ont eu plus de problèmes avec les autorités juridiques pour leurs écrits dans les réseaux sociaux que leurs papiers dans les journaux. Ces dernières années, il y a eu beaucoup plus de journalistes arrêtés, convoqués et condamnés pour leurs écrits dans les réseaux sociaux qu'il n'y a pas eu de journaux fermés à cause d'une information publiée.

**Annexe n°13 : Entretien non transcrit afin de garder l'anonymat de la personne interviewée**

**Annexe n°14 : Entretien par Telegram avec Ahmad Zeidabadi, journaliste iranien basé en Iran, 24 mai 2019**

**Quand avez-vous entendu parler de Telegram pour la première fois ? Pourquoi avez-vous préféré cette application aux autres ?**

Après ma libération de prison en 2015. Je l'ai préféré parce qu'il me semblait que la sphère de Telegram était plus apaisée et plus sérieuse. Je pouvais écrire les textes plus longs que sur Twitter par exemple, sans être obligé de gérer les réactions et les commentaires hors-sujets.

**Quelle est votre analyse de l'impact de Telegram sur le travail des journalistes basés en Iran ? Ont-ils pu contourner la censure grâce à Telegram ?**

Pour des raisons personnelles ou sécuritaires, les écrits des journalistes dans médias en Iran sont "retouchés" par la rédaction. Alors que sur Telegram, il n'y a pas cette auto-censure. C'est au journaliste de prendre la décision de la publication et il la prend en prenant des précautions qui lui semblent importantes, du point de vue sécuritaire, mais aussi éditorial. Résultat : il est moins limité, sa créativité aussi. Telegram a aussi permis à ceux comme moi, qui ont l'interdiction d'exercer leur métier, de la contourner.

**Telegram ou plus généralement les réseaux sociaux ont-ils impacté la déontologie journalistique en Iran ? Y a-t-il une différence entre les écrits journalistiques web et la presse écrites du point de vue déontologique ?**

Il est certain que les réseaux sociaux ont permis à certains journalistes de publier leurs écrits qui seraient certainement censurés dans les médias traditionnels. Cela dit, on constate aussi que les réseaux sociaux y compris Telegram, sont bourrés de rumeurs, mensonges et fake News. Et certains journalistes sont aussi tombés dans le piège et font moins attention à la déontologie de leur profession.

**Quel est le rôle de Telegram dans les émeutes de décembre 2017 ?**



Je n'ai pas eu l'occasion de mener des recherches à ce sujet, mais il est certain que les groupes et les chaînes de Telegram ont facilité l'organisation et la gestion des mouvements protestataires dans les villes et entre les villes durant les émeutes de décembre 2017. La preuve est que l'État a réagi et l'a bloquée.

**À votre avis, quel est l'impact du blocage de Telegram sur le travail des journalistes en Iran ? Quelle est votre expérience personnelle ? Y-a-t-il eu un impact négatif sur votre chaîne ?**

Il a rendu la tâche difficile : les VPN ne sont pas toujours fiables, ils ralentissent la vitesse d'Internet. Résultat : il y a des gens qui ont laissé tomber Telegram. Je peux vous dire qu'après le blocage, le nombre des pages vue sur ma chaîne a chuté de près de 50 %.

#### **Annexe n°15 : Entretien par WhatsApp avec Mojtaba Hosseini, rédacteur en chef du site *Etemad*, basé en Iran, 2 juillet 2019**

**Quand avez-vous entendu parler de Telegram pour la première fois ?**

Je pense que ça remonte à avant les élections présidentielles de 2013. Mais à l'époque, *Etemad* ne s'intéressait pas au monde numérique. Nous étions un journal 100 % papier. C'est en fait en 2015, c'est-à-dire après la première tentative de blocage de Telegram, que le journal s'est réellement intéressé à ce médium. On a créé sa première chaîne, mais manque de savoir-faire technique a fait que cette chaîne n'a pas eu de succès. L'équipe y publiait, avec un jour de retard, les papiers qui avaient été déjà publiés dans le journal. Ce qui n'a pas de sens dans ce monde où la rapidité de la diffusion est vitale.

**Pourquoi avez-vous préféré cette application aux autres ?**

Je dois d'abord préciser que la raison pour laquelle nous avons lancé le site *EtemadOnline* était précisément pour un public numérique qui ne lit pas forcément notre journal en version papier. Donc, les contenus en ligne sont conçus spécifiquement pour ce public. Ils sont faits pour être partagés et débattus sur les réseaux sociaux. Il est évident que le mode de consommation d'information a changé, qu'il est devenu celui du monde numérique. Les raisons sont diverses, mais aujourd'hui on constate très clairement que les journaux papiers se meurent en Iran. Surtout depuis les événements de 2009, la qualité a baissé, l'atmosphère du pays a pris des couleurs sécuritaires bien plus foncées qu'auparavant, beaucoup de journalistes ont quitté le pays ou n'exercent plus leur métier. Et les journaux sont sous la pression permanente. Résultat: le public ne retrouve plus ce dont il a besoin dans ces journaux. Et Donc, tout le monde s'est tourné vers le monde numérique. D'abord Facebook et Viber etc. puis Telegram qui a réellement bouleversé le traitement d'information en Iran. Car jusqu'alors une population que je qualifierais de la population savante d'Iran cherchaient et trouvaient l'information sur Internet, mais avec Telegram cette possibilité est donnée à tout le monde.

Pourquoi Telegram ? En fait, les journalistes ont suivi leur public. Il ne faut pas oublier que les informations, par exemple à la télévision, étaient sélectionnées, cadrées, analysées puis diffusées, et les journaux, comme je l'ai dit, avaient du mal à rattrapper le

train numérique. Alors que Telegram donne accès à toutes les informations sans retouche, et sans barrière, avec une rapidité inégalée. Résultat : les gens préfèrent ça et les médias ont dû s'adapter et aller vers le numérique, surtout vers Telegram, nous aussi. Aujourd'hui je crois pouvoir dire que 50 millions d'Iraniens utilisent Telegram. Ils sont très politisés. Suivre les informations fait partie de leur quotidien. En plus, ils souhaitent avoir l'accès aux diverses sources, et Telegram leur donne cette possibilité. N'oublions pas que pour ceux qui regardaient la télévision publique jusqu'alors, les informations étaient très restreintes et biaisées. Mais l'arrivée des smartphone et Telegram ont drastiquement changé leur accès à l'information. C'est ça aussi qui a permis à d'autres médias de casser la monopolisation de la télévision publique. C'est grâce à Telegram, nous avons réussi à diffuser nos contenus audio et vidéo et rivaliser avec la télévision. On avait la capacité de production, mais la force de diffusion est sans doute grâce à Telegram. Ainsi, nous avons pu élargir notre public. Alors qu'avant ce public se limitait à ceux qui étaient proche de notre tendance politique, ou ceux qui lisaient de tout façon les journaux papiers. Aujourd'hui selon notre étude, chaque utilisateur iranien de Telegram est abonné à au moins 17 chaînes. Ce qui montre la diversité de l'offre sur cette application. Basés sur cette étude, nous avons décidé de segmenter davantage nos offres afin de trouver notre public, un public de niche, de classe elite, éduqué, universitaire etc.

**Une des fonctionnalités de Telegram est la création des chaînes avec cette particularité : le manque d'interaction entre les abonnés et les administrateurs - tout au contraire de Facebook par exemple. À votre avis, quel est l'impact de cette particularité dans le travail journalistique de ceux qui utilisent Telegram ?**

Je ne suis pas d'accord. C'est vrai que Telegram est plus limité que Facebook ou Instagram par exemple, car il n'est pas en réalité un réseau social mais une application de messagerie, mais il est toujours possible de garder un contact direct avec le public. Nous avons créé le lien de contact avec l'administrateur de la chaîne et je peux vous dire que plus de 35 % des contenus que nous produisons sur le site d'*Etemad* sont faits à partir de la demande directe de nos lecteurs via Telegram. Nous faisons tout pour garder une interaction maximale avec nos lecteurs. Pour cela, nous sommes aussi très actifs sur d'autres plateformes comme Aparat, Youtube, Tamasha etc. Ces contenus sont spécifiquement produits pour pour ces plateformes. Chacune a son public, une nouvelle niche. Et la chaîne Telegram est notre vitrine. C'est là où tous nos produits sont présentés et mis en valeur. On y explique d'une façon résumé et concrète, ce que l'internaute peut trouver en cliquant sur le lien qui renvoie soit au site soit aux plateformes. Je peux vous dire qu'en moyenne toutes les deux minutes, un sujet sur un nos plateformes est traité et donc un poste ou une nouvelles mise à jour d'un poste est faite sur Telegram.

**Quelle est votre analyse de l'impact de Telegram sur le travail des journalistes basés en Iran ?**

Telegram est la raison du succès de la moitié de la profession, et la cause d'extinction d'une autre moitié ! Je m'explique : tout d'abord, la profession s'est retrouvée orpheline avec le départ d'un bien grand nombre de journalistes expérimentés (suite aux



événements de 2009). Et la jeune génération étant inexpérimentée, la qualité des journaux a baissé drastiquement et les lecteurs sont allés vers Telegram. De l'autre côté, Telegram a proposé des informations sans ces fameuses *lignes rouges* établies par l'État. Il a donné cette impression qu'un citoyen est aussi un journaliste et peut créer et diffuser tout et dès fois n'importe de quoi. Résultat : la crédibilité de l'information et l'utilité de la profession sont mises en cause. L'arrivée relativement tardive des médias professionnels sur Telegram a accentué ce phénomène et a fait qu'il y a eu des chaînes avec des millions d'abonnés dont le professionnalisme est fortement mis en cause. Pour certaines on ne sait même pas qui sont les dirigeants : l'opposition basée à l'étranger ? les services de renseignement iraniens ? Personne ne le sait. De fait, il y a beaucoup de fake news qui circulent sur Telegram. Et ça aussi nuit à la crédibilité de la profession. Aujourd'hui, ce qui manque dans la sphère médiatique d'Iran c'est un véritable système de Fake-checking. Deuxièmement, les réseaux sociaux, y compris Telegram, ont fait que tous les médias se trouvaient obligés de faire vite, de réagir rapidement. Résultat : le travail de journaliste qui devait normalement prendre du recul et donner une analyse, une explication des événements, ne valait pas grand-chose. Cette partie de la profession a disparu au fur et à mesure que les réseaux sociaux prenaient de l'ampleur. Cela étant dit, ce phénomène a permis au public de faire son choix et trouver son centre d'intérêt dans l'étendue de l'information que le monde numérique propose.

#### **Telegram a-t-il permis aux journalistes de contourner la censure ?**

Il n'y a pas de lignes rouges sur Telegram. Cela dit, les médias traditionnels et les journalistes de ces médias sont toujours tenus à les respecter. Mais malgré cela, je suis certain que Telegram a permis aux Iraniens d'accéder à des flux d'informations sans précédents et ce, malgré la censure. Ils peuvent aujourd'hui faire la part des choses et mieux comprendre le monde dans lequel ils vivent. Ils lisent toute sorte d'information et ce, au-delà des clivages politiques. Ce sont eux qui choisissent, ce sont eux qui analysent. Et ça, c'est inédit en Iran.

#### **Quel est l'impact de la chaîne Telegram d'Etemad sur le site du journal ?**

Nos posts sur Telegram sont vus entre 10 000 à 15 000 fois en moyenne. Près de 50 % de nos posts sont partagés dans les réseaux sociaux. Et nous avons en moyenne 70 000 visiteurs uniques par jour sur notre site dont plus de 8 000 y arrivent sur le site pour la première fois via notre chaîne Telegram.

#### **À votre avis, quel est l'impact du blocage de Telegram sur le travail des journalistes en Iran ? Quelle est votre expérience personnelle ? Y a-t-il eu un impact négatif sur votre chaîne ?**

Aucun impact. Il y a eu une petite baisse dans les jours qui ont suivi le blocage, mais aujourd'hui je dirais qu'on a 50 millions d'utilisateurs sur Telegram et cela montre que le blocage a complètement échoué. Les gens utilisent les VPN et passent toujours sur Telegram. Regardez les trends de Google : la recherche pour VPN a dépassé même les vidéos pornographiques. Je dirais que tout au contraire de ce que disent certaines personnes, les Iraniens sont de plus en plus politisés. Ils ont parfaitement conscience que l'information est vitale pour leur société.



# RÉSUMÉ

Telegram est l'application la plus convoitée en Iran, avec plus de 40 millions d'utilisateurs, soit la moitié de la population du pays. Elle est «*l'incarnation d'Internet pour les Iraniens*». Des démarches administratives et commerciales aux communications publiques et privées, l'application est présente partout.

Dans un pays où les rapports entre les médias et le pouvoir traduisent l'emprise totale de l'État sur tous les appareils de communication de masse, dans un pays où la censure et la répression règnent depuis des décennies, Telegram apparaît comme une aubaine pour les journalistes. Elle a modifié drastiquement l'accès à l'information et permis aux journalistes d'exercer leur profession différemment, même si souvent, ils en payent un prix très élevé.

À travers des entretiens avec des journalistes, des spécialistes en cybersécurité, des défenseurs de la liberté d'expression et d'information, ainsi que des entrepreneurs du secteur numérique et des utilisateurs lambda, cette étude tente d'apporter quelques éléments de réponse à l'impact de Telegram sur le travail des journalistes iraniens.

# MOTS-CLÉS

Application  
Censure  
Filtering  
Internet  
Iran  
Journalisme  
Journaliste citoyen  
Média  
Réseaux sociaux  
Telegram